

## La jeunesse dans la rue aux côtés des travailleurs contre le SMIC-jeunes

# Pour un Mai 68 qui aille jusqu'au bout !

18 mars - Il y a six jours, ils étaient près de 300 000 dans tout le pays à crier leur légitime colère contre le « contrat d'insertion professionnelle » du gouvernement - un sous-SMIC pour les jeunes. Hier, ce sont encore plusieurs centaines de milliers de manifestants qui sont descendus dans les rues contre ce SMIC-jeunes. Des travailleurs mais surtout de jeunes étudiants et lycéens formant d'imposants et combatifs cortèges de la jeunesse ethniquement intégrée des banlieues - y compris de nombreuses jeunes filles de la « deuxième génération ». « *Le SMIC, c'est rien ; moins que le SMIC, c'est moins que rien !* », proclamait à juste titre un cortège dans la manifestation du 12 mars à Paris. Le gouvernement prétend que le « contrat d'insertion professionnelle » vise à apporter aux jeunes une formation... Une « formation » à la *surexploitation* ! Mais cette révolte, débordant le seul rejet de cette mesure réactionnaire, exprime la rage de la jeunesse contre cette société capitaliste qui la surexploite, l'opprime, l'exclut.

Depuis qu'à l'automne dernier, le gouvernement a battu en retraite devant les grévistes d'Air France - et devant la menace d'une extension du conflit -, il a accumulé reculade sur « aménagement », camouflet sur humiliation. Déstabilisé, il a redoublé d'acharnement dans sa politique brutalement anti-immigrée, qui bénéficie du consensus raciste englobant tous les partis - PS et PCF compris. Et il multiplie les provocations réactionnaires. Un des derniers exemples en date est l'annonce, à grand renfort de publicité, d'une collaboration « sans précédent » entre les ministères de la Santé et de l'Intérieur en matière de lutte contre la toxicomanie et le sida ! C'est-à-dire livrer les toxicomanes et les malades du sida à la répression policière ? !

Alors que Balladur tente de désamorcer la mobilisation en « aménageant » son projet, des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent parmi les porte-parole du capital pour le mettre en garde contre les funestes conséquences qu'aurait une nouvelle reculade. Ces inquiétudes des possédants ravivent les divisions de la majorité parlementaire. Tandis que la cote de popularité du premier ministre est en chute libre, Chirac sermonne publiquement son « ami de trente ans » Balladur.

Les directions réformistes du PCF et



J.-L. Luysen

Dans la manifestation parisienne du 12 mars contre le SMIC-jeunes

## Gouvernement ouvrier !

du PS prétendent offrir aux jeunes et aux travailleurs une alternative à la politique réactionnaire de la droite. Mais elles étaient encore récemment au gouvernement et, sous leur houlette, le chômage a continué sa terrible ascension. C'est même la « gauche » qui a instauré les misérables TUC et autres « contrats emploi-solidarité » : les précurseurs du « contrat d'insertion professionnelle » ! Comme l'avouera en 1986 Fabius, alors premier ministre, le rôle de ces directions réformistes du mouvement ouvrier a été de faire le « sale boulot » des capitalistes. En aucune façon, ces larbins du capital ne peuvent offrir la moindre perspective à la jeunesse et à la classe ouvrière qui se lèvent contre l'offensive de la bourgeoisie.

Le spectacle de ces jeunes massivement mobilisés, alliés aux travailleurs dans la lutte contre ce gouvernement réactionnaire et sa politique de régression sociale, a frappé d'effroi la bourgeoisie. D'autant plus que, au même moment, plusieurs cités-ghettos soumises à la misère et à la terreur raciste se révoltent, à Rouen, Garges-lès-Gonesse, Vénissieux. *Libération* du 16 mars rapporte les propos de Malek, un étudiant d'un IUT qui habite une de ces banlieues : « *Là, j'ai la rage [...]. On parlait d'intégration, mais, quand il y avait des voyages en Angleterre*

*avec l'école, on ne pouvait pas y aller : pas de visa. Il nous restait la réussite scolaire. Même ça, ils nous l'ont flingué.* » Le quotidien britannique *The Independent* du 12 mars rapporte que la « bonne société » parisienne s'est particulièrement émue que de jeunes « casseurs » s'en soient pris aux restaurants parisiens « La Coupole » et « Le Dôme », où Mitterrand aime venir dîner en bonne compagnie. La bourgeoisie voit à nouveau se dresser devant elle le spectre de Mai 68 : une formidable explosion de lutte de classe où la révolte des travailleurs se conjuguerait à celle de la jeunesse, en particulier la jeunesse issue de l'immigration africaine et maghrébine qui est brutalement opprimée par cette société capitaliste, raciste.

Alors que l'actuel locataire de Matignon, par ailleurs ancien conseiller du premier ministre Pompidou lors de la situation pré-révolutionnaire de 1968, fait à haute voix des cauchemars sur un nouveau Mai 68, il semble en même temps s'acharner à tout faire pour forger une alliance entre les ouvriers et les jeunes. Pendant qu'il sort son SMIC-jeunes, il fait annoncer un nouveau plan de « restructuration » d'Air France prévoyant plus de 5 000 suppressions d'emplois - le précédent plan, retiré en catastrophe devant la combativité des grévistes, en

prévoyait « seulement » 4 000. Qui plus est, l'approbation de ce plan par les syndicats conditionne l'aide financière de l'Etat à la compagnie aérienne !

En Mai 68, les propagandistes du régime gaulliste avaient tenté, sans grand succès, de dresser les travailleurs contre les étudiants, présentés comme de jeunes et riches oisifs manipulés par une poignée d'agitateurs subversifs. Aujourd'hui, Balladur et Pasqua cherchent à opposer ouvriers et jeunes - et à scissionner la jeunesse elle-même - sur une base ouvertement raciste, en présentant la jeunesse multiethnique des banlieues comme un ramassis de « casseurs ». Et pendant que le ministre de la Défense (!) Léotard dénonce les « tireurs de ficelles extrêmement dangereux » qui « manipuleront » les jeunes (*le Monde*, 15 mars), Pasqua réclame une nouvelle loi « anti-casseurs » - autrement dit une loi d'exception punissant le « crime » d'avoir participé à une manifestation « violente ». Et il lâche ses flics contre les jeunes manifestants, avec la même brutalité qu'en 1986 où les flics lancés par Pasqua contre les étudiants luttant contre la loi Devaquet avaient tué Malik Oussekine. Plusieurs dizaines de jeunes ont été arrêtés après les provocations policières d'hier. Le mouvement ouvrier doit se mobiliser pour exiger leur libération et la levée immédiate des inculpations.

### A bas le SMIC-jeunes !

« *La question que je voudrais poser à tous ceux qui manifestent, déclare cyniquement le porte-parole du gouvernement Sarkozy, est la suivante : faut-il maintenir 750 000 jeunes au chômage ou faire quelque chose ?* » (*InfoMatin*, 15 mars). Comme si le « contrat d'insertion professionnelle » (CIP) avait quoi que ce soit à voir avec la « lutte contre le chômage des jeunes » ! En réalité, l'objectif du gouvernement est de prendre de l'argent dans la poche des jeunes qui réussiront à trouver un emploi pour accroître les profits des capitalistes en leur offrant une main-d'œuvre qualifiée bon marché. Il s'agit aussi de faire pression sur les salaires des travailleurs plus âgés, menacés à tout moment d'être remplacés par des jeunes taillables et corvéables à merci.

Le gouvernement s'est d'ailleurs bien gardé de chiffrer la diminution du nombre des chômeurs que l'instauration de son « CIP » est censée apporter. Et pour cause ! Le monde capitaliste est aujourd'hui plongé dans sa pire récession économique depuis la grande dépression des années 1930. Les différentes bour-

Suite page 2



## SMIC-jeunes...

Suite de la page 1

geoisies impérialistes sont engagées dans une guerre économique sans merci pour le partage des marchés et des sphères d'influence, une guerre exacerbée par les victoires de la contre-révolution capitaliste en Europe de l'Est et en URSS (lire notre article « L'Europe des luttes », le *Bolchévik* n° 126). Pour maintenir leur « compétitivité » face à leurs rivaux de l'« Union européenne » et à leurs concurrents américain et japonais, les capitalistes d'Europe de l'Ouest doivent abaisser brutalement les salaires et démanteler ce qui subsiste des mécanismes de l'« Etat providence » mis en place pendant la Guerre froide (qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale) pour convaincre les travailleurs de la « supériorité » du capitalisme sur les économies collectivisées du bloc soviétique. Cette offensive antiouvrière s'accompagne d'un renforcement de l'arsenal législatif ségrégant les immigrés et d'une vague de terreur raciste et fasciste.

Dans le cadre d'une concurrence inter-impérialiste exacerbée, le chômage de masse joue un rôle fondamentalement utile pour les capitalistes : en créant ce que Marx et Engels appelaient une « armée industrielle de réserve », il permet d'exercer une formidable pression à la baisse sur les salaires de l'ensemble des ouvriers. C'est pourquoi la bourgeoisie et ses fondés de pouvoir, tout en versant quelques larmes de crocodile sur « le drame du chômage », ne prennent pas en réalité la chose trop au tragique. Ainsi, tirant le bilan de la réunion des brigands impérialistes du G7 (les sept grands pays industrialisés) consacrée précisément à l'« emploi » (et annoncée à grands fracas) à laquelle il venait de participer, le ministre français de l'Economie Edmond Alphandéry déclarait froidement que ces distingués hommes d'Etat avaient abouti à un accord général « sur ce qu'il ne faut pas faire pour lutter contre le chômage » (*le Monde*, 16 mars) !

Mais si, pour les Alphandéry, Balladur et autres Mitterrand, le chômage n'est qu'un sujet de plaisanteries cyniques ou de discours électoraux larmoyants, il est pour des millions d'hommes et de femmes une absurde tragédie, et pour des millions d'autres une épée de Damoclès suspendue au-dessus de leur tête, prête à briser net leur existence. La France a depuis longtemps dépassé la barre des trois millions de chômeurs officiellement recensés. Le taux de chômage officiellement enregistré chez les moins de 25 ans est de 20, 2 % chez les hommes et de 26,7 % pour les femmes - chiffres effrayants, dont tout le monde s'accorde en outre à estimer qu'ils sont fortement sous-évalués. De plus, la plupart de ces jeunes sans emploi n'ont jamais travaillé et n'ont donc pas droit aux allocations de

chômage. La tâche urgente d'une direction révolutionnaire du prolétariat serait aujourd'hui de faire en sorte que le mouvement ouvrier organisé rassemble derrière lui, dans la lutte, la jeunesse qui refuse l'« avenir » de misère et de racisme que lui promet le capitalisme, ainsi que les chômeurs et tous ceux que le capital et son gouvernement veulent immoler sur l'autel du dieu profit.

Les jeunes qui manifestent contre le sous-SMIC de Balladur veulent un emploi, un salaire décent, un logement, bref une vie décente. Ils haïssent l'injustice et les discriminations racistes sous toutes leurs formes. Le mouvement ouvrier doit aujourd'hui lutter pour l'arrêt immédiat des licenciements et pour des embauches massives dans tous les secteurs. *A bas le SMIC-jeunes ! A travail égal, salaire égal ! Augmentation massive des salaires !* Il faut des programmes de formation et d'embauche préférentielles des jeunes issus de l'immigration prisonniers des cités-ghettos des banlieues, le droit à une bourse indexée sur le salaire ouvrier pour les jeunes qui entreprennent des études. Il faut imposer le contrôle syndical sur l'embauche et utiliser cette arme pour mettre fin aux discriminations racistes qui excluent les enfants d'immigrés de nombreux secteurs industriels clés. *Abrogation des décrets racistes Pasqua ! Pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs immigrés et leur famille !* Le mouvement ouvrier doit se battre pour l'échelle mobile des salaires, qui assurera l'augmentation automatique des salaires corrélativement à l'inflation. Il nous faut aussi l'échelle mobile des heures de travail, c'est-à-dire le partage du travail disponible entre toutes les mains ouvrières sans diminution des salaires - l'unique moyen de garantir le droit au travail, seul droit sérieux que l'ouvrier ait dans une société fondée sur l'exploitation.

Les directions réformistes du mouvement ouvrier rejettent de telles revendications comme « utopiques » - comme serait aujourd'hui « utopique » le droit à la santé, à une retraite décente, à une éducation de qualité pour tous. En réalité, elles ne sont « utopiques » que si l'on se place (comme les Hue, Rocard, Vianet, Notat et autres Blondel) dans le cadre de ce que les capitalistes toléreraient d'un nouveau « gouvernement de gauche » auquel ils consentiraient à nouveau à confier la gestion de leur économie et de leur Etat dans les strictes contraintes du parlementarisme bourgeois.

Pour nous, trotskystes, la question n'est pas de savoir ce qui est ou non « possible » ou « impossible » dans le cadre du capitalisme pourrissant. Dans ce cadre, il ne peut être question de réformes sociales systématiques ; toute concession arrachée dans la lutte sera nécessairement remise en cause. (Le fait que la victoire remportée par les travailleurs d'Air France en automne dernier soit aujourd'hui remise en cause par le nouveau plan gouvernemental en est l'illustration.) Il s'agit pour nous de savoir ce qui est aujourd'hui nécessaire pour préserver le prolétariat, et avec lui l'immense majorité de la population, de la déchéance et de la ruine. Il s'agit de mener résolument la lutte pour ces revendications non dans le cadre du parlementarisme bourgeois - c'est-à-dire avant tout du respect de la propriété capitaliste - mais avec les armes de la lutte de classe : manifestations et grèves de masse, occupation des usines. Au printemps dernier, alors que Pasqua mettait en état de siège le XVIII<sup>ème</sup> arrondissement parisien pour écraser la révolte des jeunes après le crime raciste dont a été victime Makome M'Bowole dans un commissariat, nous avons appelé à ce que les travailleurs convergent, par gros bataillons, sur ce quartier immigré pour le défendre, en insistant qu'il s'agissait pour le gouvernement d'« accroître la répression et la violence policière au nom de la « sécurité » raciste [...] La terreur anti-immigrés est le fer de lance de l'offensive contre tous les travailleurs » (*le Bolchévik* n° 124, juillet-août

1993). Depuis, le gouvernement Mitterrand-Balladur a effectivement lancé ses chiens de garde policiers contre les travailleurs en lutte - depuis Air France jusqu'aux mineurs et à Sud-Marine - mais aussi contre les jeunes. Nous mettons en garde : la politique du gouvernement conduit, tôt au tard, à une sanglante provocation. C'est le devoir du mouvement ouvrier de se défendre et de défendre les jeunes et tous les opprimés. Il faut former des piquets de grève qui protégeront les entreprises en grève et former des groupes de défense ouvriers/immigrés qui protégeront les manifestations et les quartiers immigrés contre les attaques des flics et des fascistes.

Les travailleurs doivent aussi se doter de véritables états-majors de lutte - depuis les comités de grève et comités d'usine jusqu'aux conseils ouvriers (soviets), au sein desquels les ouvriers et leurs alliés détermineront démocratiquement leur stratégie et leurs tactiques et sélectionneront une nouvelle direction, forgée sur le brasier de la lutte des classes. Sur la base de telles mobilisations et de tels organes du pouvoir ouvrier, les travailleurs poseront, devant toutes les classes de la société, la question du renversement révolutionnaire de la dictature du capital par un pouvoir nouveau, celui des exploités et des opprimés - c'est-à-dire la question de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat. C'est pourquoi, dès aujourd'hui, une direction ouvrière déterminée à mener le combat pour la défense des intérêts vitaux et immédiats des travailleurs et des opprimés doit tracer nettement la perspective d'un *gouvernement ouvrier*.

### Non à la collaboration de classes !

Au contraire, les directions réformistes du mouvement ouvrier cherchent désespérément à désamorcer le caractère explosif de la mobilisation contre le SMIC-jeunes. Ainsi, ils espèrent faire du 17 mars une journée sans lendemain, et ils n'ont même pas appelé l'ensemble des travailleurs à la grève. Pour toute « perspective », le PCF, par la voix de Lajoinie, propose à « tous ceux qui veulent donner de la force à leur protestation contre le "SMIC-jeunes" » de... voter pour les candidats du PCF aux élections cantonales du 20 mars afin de « peser en faveur d'une

dynamique des forces de progrès » (*l'Humanité*, 14 mars) ! La nomination au poste de secrétaire national de Robert Hue est hautement symbolique. Ayant organisé en 1981 dans sa ville de Montigny-lès-Cormeilles une campagne contre une famille marocaine dénoncée comme des « dealers », il est un précurseur - et il continue à s'en vanter - de l'offensive anti-immigrée qui s'est déclenchée au nom de la « lutte antidrogue ». C'est avec sa campagne raciste d'alors (dont le bulldozer de Vitry restera l'horrible symbole) que la direction du PCF paiera son entrée dans le gouvernement Mitterrand.

Aujourd'hui, dans une situation de montée des luttes contre un gouvernement affaibli mais qui s'ingénie à multiplier les provocations réactionnaires tous azimuts, les bureaucraties réformistes redoublent d'efforts pour construire une nouvelle coalition de collaboration de classes (comme le furent l'Union de la gauche ou le Front populaire dans les années 30) afin d'étouffer ces luttes. Pour poser les premiers jalons d'une telle coalition, ils ont saisi l'occasion que leur offrait Balladur avec la loi Bayrou. Cette loi, destinée à ouvrir un peu plus les vannes (déjà largement béantes) du financement public de l'école catholique, a soulevé une légitime indignation dans de larges couches de la population qui se sont mobilisées pour son abrogation.

Le dimanche 16 janvier, les dirigeants du PS et du PCF ont monté une opération visant à redorer leur blason, terni par douze ans de politique antiouvrière, anti-immigrée et antisoviétique. Les mêmes qui ont arrosé l'école catholique pendant qu'ils étaient au gouvernement se sont érigés grands défenseurs de la laïcité ! En fait, la soi-disant « défense de la laïcité » est le terrain de prédilection en France, depuis les premiers temps de la III<sup>e</sup> République, où se sont nouées les coalitions front-populistes de collaboration de classes entre les directions réformistes du mouvement ouvrier et la bourgeoisie « républicaine ». La loi Bayrou ayant été invalidée deux jours avant la manifestation parisienne du 16 janvier, ce gigantesque défilé avait été explicitement placé par Mitterrand sous le signe du « réveil des consciences » - la grand-messe de la « gauche », avec ses officiants en tête : de Rocard à Krivine en passant par Marchais, Chevènement, Voynet

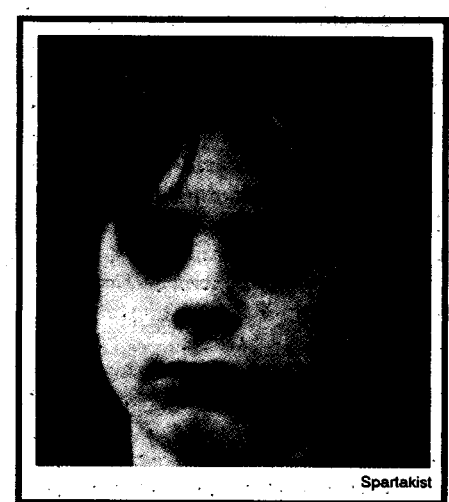
Suite page 11

## Daniel Eggers 1976-1994

Notre camarade Daniel Eggers, militant du Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands (SpAD), est mort le 6 janvier à Hambourg. Il avait 17 ans. Daniel est mort d'une méningite compliquée de pneumonie et d'insuffisance rénale. Trois jours après son décès, le jour où 100 000 Berlinoises venaient se recueillir devant le « mémorial aux socialistes » dédié à Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, le SpAD y a déposé une gerbe en hommage à Daniel. Il a été enterré le 15 janvier à Winsen, sa ville natale, en présence de nombreux parents, amis, collègues de travail et camarades.

Daniel était apprenti dans un centre de soins médicaux, une profession traditionnellement réservée aux femmes. Il avait choisi ce métier parce qu'il voulait travailler avec des gens, pour aider à soigner les personnes âgées. Politiquement, il venait du milieu « autonome » ; il avait été gagné au trotskysme par notre opposition à la réunification capitaliste de l'Allemagne. Sa demande d'adhésion au SpAD avait comme titre : « Particulièrement convaincu de la dictature du prolétariat ».

Daniel Eggers était un des meilleurs représentants de ces milliers de



Spartakist

jeunes combattants antifascistes en Allemagne et en Europe aujourd'hui. En novembre 1992, il avait été à l'initiative de la défense, contre les nazis, d'un foyer d'immigrés à Niedersachsen. Plus tard, il avait participé à la défense d'une résidence pour immigrés à Berlin-Est, le jour anniversaire de la prise du pouvoir par Hitler. Il avait rejoint nos rangs parce qu'il était convaincu que seule la révolution ouvrière pourra éradiquer la peste fasciste. Il s'était rendu avec enthousiasme dans la Ruhr pour vendre *Spartakist* à des sidérurgistes en grève.

Daniel était jeune, avec d'immenses potentialités. Sa vie, trop brève, sera une inspiration pour la nouvelle génération de la jeunesse révolutionnaire, comme elle l'est pour nous tous.

## LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), pour reforgier la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: Xavier Brunoy (réalisation), Xavier Gomez, Myriam Morin, Henri Riemann, Josie Thanner, Jean Thimbault (rédacteur en chef)  
DIFFUSION: Alain Armandier  
DIRECTEUR DE PUBLICATION: William Saffores-Mondotte  
Le Bolchévik, BP 135-10  
75463 Paris Cedex 10  
Imprimerie: Roto Paris Presse  
Chemin des Epinettes - 77200 Torcy  
Commission paritaire: n° 59267  
Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labeur et des industries graphiques.

# Mobilisation contre le GUD-RE à la fac de Rouen

## Balayons les fascistes !

Mercredi 16 février, 300 manifestants – essentiellement étudiants, enseignants et personnels ATOSS de l'université de Rouen – se sont rassemblés devant la faculté des Lettres, à Mont-Saint-Aignan. Ils se sont mobilisés en riposte à l'attaque perpétrée, le mercredi d'avant, par des fascistes du GUD-Renouveau étudiant, le bras armé du Front national dans les facs.

Par leur mobilisation et leur détermination, les manifestants antifascistes ont fait de ce jour-là une victoire. Aucun nervi n'osa montrer le bout de son nez, pas même quand la manifestation se rendit devant la fac de Droit – un repaire traditionnel de l'extrême droite rouennaise –, le temps d'y coller quelques affichettes antifascistes. Le message est clair : la jeunesse de ce pays, comme d'autres en Europe, n'est pas prête à se laisser intimider par ces émules de Pétain et de Hitler. Cette même volonté existe dans le mouvement ouvrier. En témoigne la lettre de soutien envoyée par le syndicat CGT de CEGELEC (à Sandouville) au rassemblement et appelant à un « front unique de toutes les organisations ouvrières, des ouvriers et des jeunes contre la bête immonde raciste et tueuse... »

Survenant après les mobilisations contre le crime policier d'Ibrahim Sy (lire notre article en page 10), la descente des fascistes fut ressentie comme une provocation qui ne devait pas rester sans réponse. Dès le 9 février, plusieurs étudiants soulevaient l'urgence d'une riposte et se retrouvaient dans une salle de la fac des Lettres autour de militants des JCR-Gauche révolutionnaire, d'anarchistes et de nos camarades qui insistèrent sur la nécessité d'une action pour stopper les fascistes. Plusieurs organisations (dont les JCR-GR, la Fédération anarchiste, l'AGER-UNEF, l'UNEF-ID, la LCR...) sortirent un tract intitulé « Halte à la violence fasciste » qui se concluait par un appel à un rassemblement le 16 février « pour balayer les fascistes ».

Immédiatement, nous avons apporté notre soutien à cette initiative, publié et diffusé un tract, titrant : « Balayons les fascistes ! » et appelant « pour une action de front unique, massive, disciplinée et déterminée, afin de nettoyer la fac de la racaille fasciste ». Comme le déclara pendant le rassemblement une camarade, prenant la parole pour la Ligue trotskyste, « nous sommes ici avec la détermination de balayer les fascistes. Oui, la coupe est pleine. Tolbiac, Jussieu, la Sorbonne, Rouen – ça suffit des descentes du Front national contre les étudiants ! Nous ne laisserons pas les facs devenir le terrain d'entraînement des fascistes pour qu'ils aillent terroriser les quartiers immigrés et pour qu'ils aillent attaquer les piquets de grève ou les organisations ouvrières et démocratiques. C'est maintenant qu'il faut les stopper [...]. Nous appartenons à des organisations différentes, et beaucoup ici sont inorganisés. Mais nous devons former un seul poing pour les balayer. Il faut les écraser avant qu'ils nous écrasent ! »

Mais, les initiateurs du rassemblement, principalement les JCR-GR, abandonnèrent entre-temps leur mot d'ordre d'action pour balayer les fascistes et, en conséquence, ne montrèrent guère de velléité à construire avec le sérieux nécessaire cette mobilisation. Leur seul mot d'ordre devint « Halte à la violence fasciste » (qui sera aussi leur unique banderole le 16 février). Mais qui va stopper les fascistes ? En renonçant à l'action pour stopper les fascistes, les JCR, anarchistes et au-

tres LCR tentèrent de transformer la mobilisation en une protestation impuissante non seulement qui renonce au droit à se défendre contre ces nervis mais qui, inévitablement, finit par se tourner vers l'Etat bourgeois afin qu'il arrête la violence fasciste.

Les militants des JCR qui voulaient vraiment en découdre avec les fascistes ont vu leur direction remettre leur organisation, après une brève oscillation à gauche, sur les rails de la ligne réformiste de confiance dans l'Etat bourgeois pour lutter contre les fascistes (lire notre article en pages 4 et 5). Cette politique de collaboration de classes s'est exprimée aussi de façon criante quand ils tentèrent, lors de la manifestation du 16 février, de couvrir les mots d'ordre que nous lançions contre Mitterrand et ses gouvernements « de gauche » – notamment pour avoir fait le lit du Front national. Y compris notre mot d'ordre de « Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés » (qui est aussi, formellement, un mot d'ordre des JCR) a fait l'objet de tentatives de censure de la part de ces opportunistes sectaires. Pour comble, ils constituèrent même un service d'ordre – avec leurs frères ennemis pro-LCR des JCR-Egalité sociale (qui n'ont d'ailleurs pas levé le petit doigt pour construire cette manifestation) – contre... notre cortège !

Conséquence ultime de leur liquidation programmatique au profit d'un « antifascisme » libéral, les JCR disparurent même en tant qu'organisation pour se coiffer de leurs casquettes de « syndicalistes » étudiants de l'UNEF. (Ils ne firent même pas apparaître le sigle JRE, leur organisation jeune antiraciste, soi-disant « de masse ».) Une pratique manipulatrice courante dans l'« extrême gauche ». Ainsi, les militants de LO étaient aussi anonymement « présents » dans la manifestation. Mais LO (qui abrite sa passivité couarde derrière le mensonge que « le Front national n'est pas fasciste ») n'avait même pas appelé à la manifestation, ni sorti le moindre tract contre l'agression fasciste. Il est vrai que la direction de LO s'est, ces derniers temps, plutôt illustrée (tristement) dans des actions pour virer des jeunes filles d'origine maghrébine ou turque portant le voile à l'école que dans des actions contre les fascistes !

Au contraire, pour nous, trotskystes, la lutte contre la terreur raciste/fasciste est centrale et elle est intrinsèquement liée au combat pour la révolution socialiste – et à la construction du parti ouvrier qui la dirigera. A l'opposé de tous les capitulards sans espoir, notre camarade conclut sa prise de parole devant la manifestation en traçant la perspective prolétarienne : « Avec le "nouvel ordre mondial" et la contre-révolution capitaliste en URSS et en Europe de l'Est, une vague de terreur raciste et fasciste déferle sur l'Europe. En France, les fascistes se sont nourris de la politique antiouvrière, anti-immigrée et antisoviétique des gouvernements Mitterrand. Nous, Ligue trotskyste, disons que pour en finir une fois pour toutes avec le fascisme et le racisme, il faut en finir avec le capitalisme. Il faut en finir avec ce système qui produit toute cette barbarie. »

Nous reproduisons ci-après notre tract appelant au rassemblement du 16 février.

Le 9 février dernier, un groupe de fascistes du GUD/Renouveau étudiant a fait une descente sur la fac de Lettres, à Mont-Saint-Aignan. Ces nervis ont agressé des militants des JCR-GR, de la Fédération anarchiste, des vendeurs de Charlie hebdo, une femme du personnel ATOSS

et le bouquiniste de la fac. Survenant après la mort d'Ibrahim Sy tué, dans la nuit du 25 au 26 janvier, par les flics de l'Etat bourgeois raciste (qui ont mis en état de siège la cité-ghetto des Sapins en colère après cet abominable crime raciste), cette agression donne là un aperçu du programme de terreur réactionnaire des fascistes : la terreur raciste, la destruction du mouvement ouvrier, des droits démocratiques, des droits des jeunes et des femmes, le génocide antisémitaire, l'élimination des homosexuels. Pratiquement chacun d'entre nous est la cible des fascistes. Il faut les écraser avant qu'ils nous écrasent !

Plusieurs organisations (dont les deux UNEF, la LCR, la FA, les JCR-GR) appellent dans un tract à un rassemblement mercredi 16 février, à midi, devant la fac de Lettres « pour balayer les fascistes ».



La Ligue trotskyste dans le rassemblement antifasciste du 16 février

tes ». Dans un communiqué, le SNESup vient d'appeler à ce rassemblement. Nous, trotskystes, soutenons l'appel à balayer les fascistes. Nous nous adressons à toutes les organisations de gauche et démocratiques, aux syndicats de personnel ATOSS et d'enseignants, aux étudiants et jeunes, pour qu'ils participent à ce rassemblement pour une action de front unique, massive, disciplinée et déterminée, afin de nettoyer la fac de la racaille fasciste. Dans le cadre de ce front unique, chaque organisation doit garder une totale liberté d'exprimer ses perspectives, programme et mots d'ordre. Marcher séparément mais frapper ensemble !

Rien que dans notre région : charge à la tronçonneuse contre le piquet de grève de Sopalin, agressions d'étudiants étrangers au pavillon Corneille l'an dernier, raid contre le Puchot (un quartier ouvrier/immigré d'Elbeuf) en juillet 93... Et Le Pen et Mégret s'apprentent à venir proférer leurs appels aux meurtres racistes du haut de la tribune de leurs meetings à Boos, le 23 février, et à Rouen, le 4 mars. Une victoire remportée mercredi 16 février serait un encouragement et devrait servir de levier à la nécessaire mobilisation, bien plus massive et forte encore, basée sur la puissance sociale de la classe ouvrière organisée (avec ses gros bataillons de Renault ou du port), pour empêcher que se tiennent ces meetings-provocations.

Les fascistes espèrent bien prospérer encore sur la dévastation de l'économie capitaliste – une situation dont la région rouennaise est un triste exemple. Ils y sont encouragés par la politique antiouvrière et anti-immigrée menée pendant douze ans par la « gauche » et, aujourd'hui, poursuivie et intensifiée par la

droite. La terreur raciste est le fer de lance de l'offensive capitaliste contre tous les travailleurs, et les fascistes sont les forces supplétives de la guerre raciste menée par la bourgeoisie. A bas la ségrégation et la terreur raciste ! Flics hors des cités-ghettos ! Défense des quartiers immigrés basée sur les usines ! Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés et leur famille ! Renidons coup pour coup à Mitterrand-Balladur ! Il nous faut un gouvernement ouvrier !

Le « nouvel ordre mondial », qui s'est mis en place après la destruction de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique, exhibe son horrible visage – depuis les massacres impérialistes en Irak jusqu'à la Somalie. Partout dans le monde capitaliste, on assiste à une vague de terreur raciste d'Etat et à la montée de l'extrême droite – depuis les attentats à la bombe incen-

diaire nazis contre des familles turques en Allemagne jusqu'au meurtre d'Ibrahim Sy. L'Europe de l'Est, où a triomphé la contre-révolution capitaliste, connaît une résurgence de la terreur contre les Juifs et les Tziganes. Les troupes de choc de Hitler auraient, elles aussi, pu être écrasées dans l'œuf avant qu'elles accèdent au pouvoir.

Pour stopper et briser de façon décisive l'offensive des fascistes, il faut constituer le rapport de force nécessaire à une telle confrontation : mobiliser la classe ouvrière qui non seulement a l'intérêt d'écraser les fascistes mais aussi qui, seule, en a la puissance sociale. (Un exemple de cette puissance vient d'être donné à Air France où les travailleurs ont, par leur grève déterminée, fait reculer le gouvernement.) Ce qui est nécessaire, c'est de lier la colère des jeunes, des communautés immigrées et de toutes les victimes désignées des fascistes au mouvement ouvrier. On ne luttera pas contre les fascistes en faisant appel à l'Etat bourgeois, raciste, à sa « justice » et à sa police. Les flics, qui ont tué nos frères Ibrahim, Makome ou Malik, sont aussi ceux qui, lors de la manifestation du 5 février « Justice pour Ibra » (et qui a rassemblé 2000 personnes à Rouen), ont protégé les fascistes qui ont multiplié leurs provocations contre les manifestants, attaquant même les jeunes qui cherchaient à se défendre. Aucune confiance dans l'Etat bourgeois !

Cela fait bien longtemps que des organisations comme la LCR n'avaient pas appelé à balayer les fascistes. Par contre, la Ligue communiste internationale et sa section française, la Ligue trotskyste, sont connues pour ce mot d'ordre : Balayons

Suite page 10

# Les JCR, Militant et la question des flics

Nous reproduisons ci-dessous un article publié dans le supplément à *Workers Hammer* que la Spartacist League (section britannique de la Ligue communiste internationale) a distribué à Londres lors de la manifestation antifasciste du 16 octobre dernier. Nos camarades y polémiquent contre les positions antimarxistes prises sur la question fondamentale de l'Etat par le SWP britannique (auquel est lié en France le groupe Socialisme international) et par Militant Labour, qu'ont récemment rejoint les JCR-*l'Egalité*.

En con volant avec ce groupe réformiste à la mode travailliste (et formant pour l'occasion une organisation adulte : la « Gauche révolutionnaire »), la direction des JCR a mis de côté les prétentions « révolutionnaires » qui étaient les siennes quand, en 1990, elle est entrée en opposition à la ligne social-démocrate de la LCR et de son organisation internationale, le SU de Mandel. Dernièrement, dans la manifestation du 16 janvier, les JCR - qui défilaient aux cris de « Balladur démission » - étaient indistinguables du reste de l'« extrême gauche » de la collaboration de classes. Bien loin de dénoncer et lutter contre les manœuvres du PS et du PCF qui cherchent à redorer leur blason bien terni et reconstituer un front populaire (une coalition de collaboration de classes), *l'Egalité* de janvier s'en félicite : « Fort heureusement, l'attaque [de Balladur avec la loi Bayrou] suscite un sursaut de la gauche unanime. [...] une "guerre scolaire" [...] - en créant des clivages nets - pourrait fort bien requinquer la gauche et l'ensemble du mouvement social. » Et aujourd'hui, la direction des JCR, qui déjà, en juin dernier, appelait à « reformer une gauche militante » (*l'Egalité* n°21), appelle à voter au premier tour des législatives partielles à Paris pour la candidate du PCF, envisageant au second tour « un éventuel appel public au vote Vaillant [le candidat du PS] - susceptible de faire basculer les résultats dans une circonscription où tout se jouera à 0,5% des voix près » (*l'Egalité* n°27, février). Elle veut « démissionner » Balladur pour mettre au pouvoir un nouveau gouvernement - bourgeois - « de gauche ».

Désormais, la direction des JCR endosse ouvertement la politique suicidaire de Militant Labour de pression sur l'Etat bourgeois, raciste, pour qu'il lutte contre les bandes racistes/fascistes. Ainsi, *l'Egalité* de décembre fixe à la manifestation londonienne du 16 octobre dernier contre les fascistes du BNP l'objectif, non de mobiliser la puissance de la classe ouvrière pour stopper cette racaille (comme vient encore de le faire la LCI à Springfield, aux USA), mais d'« obtenir la fermeture du local du BNP ». Ainsi, alors que nos camarades britanniques appelaient à fermer le quartier général du BNP par une action de masse basée sur la classe ouvrière, Militant cherchait à utiliser la mobilisation du 16 octobre comme moyen de pression pour obtenir du conseil municipal (conservateur) de Bexley la fermeture du local des fascistes...

Le « trotskysme du dimanche » des JCR/Militant (avec un baratin d'apparence « orthodoxe » sur « renverser le système capitaliste ») s'avère en pratique une politique réformiste qui entretient des illusions criminelles sur l'Etat bourgeois. Non seulement pour lutter contre l'avant-garde de la réaction bourgeoise que sont les fascistes, mais aussi pour lutter pour le socialisme.

*l'Egalité* de janvier fait ainsi sienne la politique des nationalisations censées - dans le cadre de l'Etat capitaliste ! - « soustraire [des] secteurs de l'économie au marché » - ce qui implique, poursuit *l'Egalité*, que l'on « s'oriente vers [...] la constitution d'un Etat prolétarien ». Cette politique de nationalisations est au cœur du réformisme aussi bien du Parti travailliste britannique que du PC français qui prétendent que l'Etat est neutre du point de vue des classes et qui promettent ainsi une voie graduelle et parlementaire vers le « socialisme ». Cette politique a pour but de détourner le prolétariat de son nécessaire combat pour détruire l'Etat bourgeois et instaurer son pouvoir de classe : le gouvernement ouvrier révolutionnaire qui expropriera la bourgeoisie. A nouveau, se vérifie le constat fait par Lénine que l'attitude envers l'Etat est la ligne de démarcation entre réformistes et révolutionnaires.

La direction des JCR-*l'Egalité* était préparée à rallier Militant Labour par son propre rejet du Programme de transition de Trotsky - pour la conquête révolutionnaire du pouvoir par le prolétariat. Si elle fut en effet contrainte de rompre avec la LCR, elle ne rompit jamais avec son front-populisme. Ses oscillations centristes lui firent un moment ouvrir une porte donnant sur le trotskysme de la LCI - avec notre opposition intransigeante au front populaire et notamment notre refus de voter pour les candidats (même ouvriers) de telles coalitions bourgeoises de collaboration de classes. Mais elle s'empressa de refermer la porte. Et, bien loin d'« aider les masses, dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver, comme dit le Programme de transition, le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste », elle a véhiculé, déjà alors, de dangereuses illusions dans une réforme (utopique) de l'Etat bourgeois.

Ainsi, sa revendication, avancée notamment dans sa plate-forme pour les législatives de 1993, d'« épuration et réorganisation de fond en comble de la police » (*l'Egalité* n°16, novembre 1992) est-elle un appel à réformer les « détachements spéciaux d'hommes armés » du capital ! Au même moment, elle réclamait aussi le « financement public des partis dans des conditions de stricte égalité » (*ibid.*) - autrement dit l'institutionnalisation de la corruption des partis ouvriers par l'Etat bourgeois ! Et, l'été dernier, le chef des JCR, Damien Elliott, « découvrirait » même que « la police peut faire de temps à autres des choses utiles » (*l'Egalité* n°22). Des choses utiles ?!

Qui plus est, Elliott faisait cette « découverte » à l'occasion d'une campagne déclenchée, au nom de la « lutte antidrogue » et autour de l'affaire des Biscottes (un quartier immigré de Lille), par la bourgeoisie pour enrôler les jeunes de la seconde génération dans une chasse aux « dealers » (comprendre : immigrés « clandestins »). Faisant sienne la « lutte antidrogue » (qui est, au même titre que la « sécurité », un mot de code pour campagne raciste), Elliott faisait voler en éclats ses prétentions « antiracistes » ; il applaudissait ces jeunes (« Allez les "Biscottes" ! ») qui se seraient faits - selon la version des médias bourgeois - les auxiliaires des flics dans la chasse aux « clandestins » ! Bilan de la chasse aux « dealers » aux Biscottes : 16 « clandestins » arrêtés. Les « choses utiles » de la police ?

Le ralliement de la direction des JCR aux antisoviétiques endurcis de Militant a aussi été rendu possible par le fait qu'au moment décisif du contre-coup d'Etat proimpérialiste d'Eltsine, en août 1991, Damien Elliott et Cie se sont retrouvés avec eux dans le camp de la « démocratie » capitaliste. Mais avant de proclamer que les défenseurs des barricades de la « Maison Blanche » incarnaient « l'espoir en marche » (*l'Egalité* n°5, septembre 1991), ils avaient vacillé de droite à gauche, passant d'une position de soutien ouvert à la réunification capitaliste de l'Allemagne (en bloc dans la LCR et le SU avec le social-démocrate invétéré Matti) à des dénonciations des nationalistes procapitalistes des Pays baltes ou à des références à la politique trotskyste de défense militaire de l'URSS contre les impérialistes. Et peu après, ayant finalement reconnu - rétrospectivement - le caractère contre-révolutionnaire des événements d'août, les dirigeants des JCR décrétèrent qu'à cette occasion l'Etat ouvrier était mort et enterré - se débarrassant ainsi une bonne fois pour toutes de l'encombrante « question russe ».

arguments

## ALLEZ LES "BISCOTTES" !

par Damien Elliott



LE 22 JANVIER 1993, les membres du parti de Damien Elliott ont tenu une conférence de presse à Lille. Ils ont annoncé qu'ils allaient lancer une campagne de lutte contre la drogue dans le quartier des Biscottes. Cette campagne sera menée par les jeunes du quartier, avec le soutien de la police. Les Biscottes sont un quartier immigré de Lille, où se trouvent de nombreux dealers de drogue. La campagne vise à éliminer ces dealers et à sécuriser le quartier. Les membres du parti ont déclaré qu'ils étaient fiers de soutenir la police dans cette lutte.

LE 22 JANVIER 1993, les membres du parti de Damien Elliott ont tenu une conférence de presse à Lille. Ils ont annoncé qu'ils allaient lancer une campagne de lutte contre la drogue dans le quartier des Biscottes. Cette campagne sera menée par les jeunes du quartier, avec le soutien de la police. Les Biscottes sont un quartier immigré de Lille, où se trouvent de nombreux dealers de drogue. La campagne vise à éliminer ces dealers et à sécuriser le quartier. Les membres du parti ont déclaré qu'ils étaient fiers de soutenir la police dans cette lutte.

**L'ÉGALITÉ n°22 été 1993**

### Les Biscottes : les JCR reprennent à leur compte la campagne « anti-drogue », mot de code de la bourgeoisie pour sa guerre anti-immigrée.

Après un détour centriste, la direction des JCR a entraîné ses membres vers la social-démocratie. Faire avaler les couleuvres de Militant Labour - comme faire avaler la couleuvre de sa passade contre-nature avec *l'Idiot international* (un lieu de rencontre de la coalition « rouge-brune » à la française) - implique de faire taire les trotskystes authentiques qui dénoncent ses capitulations. La « Fête de l'Egalité » du 22 janvier a été l'occasion d'une nouvelle provocation, aussi scandaleuse que misérable, d'Elliott qui a envoyé ses apprentis nervis empêcher par la violence nos camarades de vendre le *Bolchévik* devant le meeting (soi-disant public). Ces procédés sont dignes de petits Scheidemann et Noske. Nous réaffirmons notre ferme volonté de faire respecter pour nous-mêmes comme pour toute organisation ouvrière la démocratie ouvrière. En la foulant aux pieds, Elliott et Cie ne font que confirmer leur faillite politique.

Pour les militants qui veulent s'opposer au fascisme, la question de l'attitude envers la police est cruciale, parce que c'est la question de l'Etat. Le 28 juillet dernier, au matin, les flics ont assassiné Joy Gardner, originaire de la Jamaïque. Cela montrait une fois de plus - dans le sang - la nature de classe de la police : des défenseurs de la domination capitaliste et de l'oppression raciste qui ne reculeront devant rien.

Dans une brochure publiée récemment et intitulée *Against racism and fascism* [Contre le racisme et le fascisme], Militant Labour répond à cet horrible assassinat policier en affirmant que « tant qu'il n'y aura pas de contrôle démocratique de la police, y compris un contrôle de leurs opérations quotidiennes, des infamies comme celle-ci continueront à se produire ».

Cela n'a rien à voir avec le marxisme révolutionnaire et tout à voir avec le réformisme dans le pur style du Parti travailliste. Le « contrôle démocratique de la police » est une illusion complète, digne de dirigeants travaillistes comme Sidney Webb ou Tony Benn. L'Etat capitaliste, dont la police constitue une composante essentielle, existe pour protéger

les richesses et le pouvoir d'une infime minorité qui exploite l'immense majorité

et vit à ses dépens. « L'Etat est un organisme de domination de classe, un orga-



Les flics sont les chiens de garde du capital. Ici, dans une mine de charbon près de Leeds, lors de la grande grève des mineurs britanniques de 1984-85, ces briseurs de grève se font repousser par le piquet de grève de masse.

nisme d'oppression d'une classe par une autre ». (Lénine, *l'Etat et la Révolution*). Il ne peut pas être réformé, on ne peut pas faire pression sur lui pour qu'il agisse dans l'intérêt des travailleurs et des opprimés. L'Etat bourgeois doit être brisé par la révolution ouvrière.

La police n'obéit qu'à un seul maître : la classe capitaliste. Tout jeune issu d'une minorité ethnique peut témoigner des brutalités infligées quotidiennement aux Noirs et aux Asiatiques par ces nervis en uniforme bleu. Souvenons-nous de Blair Peach, militant antifasciste et partisan du SWP, assassiné par les flics à Southall en 1979. Souvenons-nous de la longue liste des victimes de machinations policières (les six de Birmingham, les quatre de Guildford, les trois de Tottenham) et des mineurs de charbon en grève contre qui les flics ont donné de la matraque, et pire encore comme à Orgreave. Nous n'oublions pas ceux qui, comme Davey Jones, ont été assassinés sur les piquets de grève alors qu'ils défendaient leur syndicat.

Mais Militant Labour veut « gagner » les flics, ceux qui ont perpétré ces lâches agressions. Il appelle à ce que les flics, ces briseurs de grève racistes, soient

attirés « dans l'orbite du mouvement ouvrier » par le biais du « droit de la police à une organisation syndicale indépendante, démocratique, pour défendre leurs intérêts en tant que travailleurs » (*The State... a warning to the labour movement*).

L'idée que les troupes de première ligne de la violence et de la répression capitalistes soient des « travailleurs en uniforme », dont il faudrait soutenir les grèves, est aussi défendue par le SWP.

En juillet dernier, environ 23 000 de ces nervis s'étaient rassemblés à Wembley pour protester contre le rapport Sheehy sur les salaires et les conditions de travail de la police. Ils portaient des t-shirts avec l'emblème de Solidarność - le « syndicat » jaune polonais contre-révolutionnaire soutenu par la CIA, le Vatican, Thatcher et la pseudo-gauche. Le SWP réagit en publiant un article qui affirmait en conclusion que « quand les flics se mettent en grève, ils cessent de se comporter comme la police et rejoignent leur classe ».

La « combativité » et les grèves des flics pour les salaires et les « conditions de travail » ont inévitablement un caractère bonapartiste, car elles renforcent les flics dans leur conviction qu'ils sont eux-mêmes « leur propre loi ». De meilleures « conditions de travail » pour les flics signifient moins de restrictions au pouvoir qui leur est donné de brutaliser les minorités ethniques, d'attaquer les piquets de grève et de se livrer à des provocations contre les militants de gauche.

Quand un lecteur écrit à *Socialist Worker* [journal du SWP] une lettre de protestation argumentant que « les policiers ne sont pas des travailleurs en uniforme », l'apparatchik du SWP John Molyneux défendit la ligne proflics de cette organisation et s'enthousiasma devant les possibilités d'organiser les flics dans des syndicats. Il argumenta que les policiers « sont des salariés » et que « la plupart des policiers de base sont d'origine ouvrière » (*Socialist Worker*, 28 août 1993). Les sociaux-démocrates allemands (qui, avec le Parti communiste allemand, permirent à Hitler de s'emparer du pouvoir sans coup férir) employaient des arguments similaires. Ils affirmaient que la police prussienne empêcherait les nazis de prendre le pouvoir. Léon Trotsky avait démonté ces balivernes : « Le fait que les policiers ont été choisis pour une part importante parmi les ouvriers sociaux-démocrates ne veut rien dire du tout [...]. L'ouvrier, devenu policier au service de l'Etat capitaliste, est un policier bourgeois et non un ouvrier » (« La Révolution allemande et la bureaucratie stalinienne », Comment vaincre le fascisme).

Le SWP aggrave son cas. Il est pour recruter des gardiens de prison ! Une lettre adressée depuis la prison de Blundeston et publiée (sans commentaire) dans *Socialist Worker* (26 juin 1993) proclame fièrement qu'« il y a environ un an, nous avions un certain nombre d'agents pénitentiaires qui étaient favorables à nos objectifs et qui lisaient *Socialist Worker* » et que le SWP avait une influence considérable chez les gardiens. Les agents pénitentiaires, comme les flics, n'ont pas leur place dans le mouvement ouvrier, et la Prison Officer Association [Association du personnel pénitentiaire] devrait être exclue du TUC [la confédération syndicale britannique].

Dans son *Histoire de la Révolution russe*, Trotsky décrit l'immense haine qu'éprouvaient notamment à l'égard des flics les masses prolétariennes de Russie en février 1917 : « La foule témoignait à la police une haine féroce. Les agents à cheval étaient accueillis par des sifflets, des pierres, des glaçons. Toute différence fut la prise de contact des ouvriers avec les soldats [...]. La police est l'ennemi farouche, inexorable, haï et haineux. Il ne peut être question de se la concilier. »

Militant Labour est complètement étranger à une telle hostilité implacable envers la police. Cette organisation pense qu'il est possible à des « comités police

des municipalités » de faire en sorte que « tout élément raciste ou sympathisant fasciste au sein de la police soit chassé de l'institution » (*The State...*) Même les simples d'esprit savent que cela revient à appeler à la dissolution de la police tout entière !

Cette passion pour les flics est transmise par une véritable chaîne infectieuse, qui va du Parti travailliste à Militant et



Selon les JCR, la police peut faire des « choses utiles ». Ci-dessus, en action lors de la rafle des Halles, à Paris, le 2 octobre dernier, la police montre sa nature d'instrument raciste de défense de l'« ordre » bourgeois.

au SWP. Toutes ces répugnantes inanités viennent tout droit du travaillisme officiel. La Police Federation (dont un des principaux porte-parole est Tony Judge, ancien membre du Conseil du Grand Londres du temps de Ken Livingstone [dirigeant de l'aile gauche travailliste]) est devenue une cause célèbre dans les cercles travaillistes. Ce bacille politique a un nom : le réformisme. Il est aussi à l'œuvre dans les appels à l'Etat capitaliste pour qu'il ferme les quartiers généraux du BNP [les fascistes britanniques], une position que le SWP et Militant partagent avec leurs grands frères du Parti travailliste (dont la dernière conférence a voté en faveur de l'interdiction du BNP). Les fascistes doivent être écrasés par de puissantes mobilisations de masse, organisées, des syndicats et des minorités ethniques.

Il serait difficile de faire passer une feuille de papier à cigarette entre le SWP et Militant sur ces questions. Cependant, au fil des ans, la tendance Militant l'emporte sans conteste pour ce qui est de son enthousiasme déclaré à réformer l'Etat capitaliste.

Pendant plus de quarante ans, les cadres fondateurs de Militant se sont enfouis dans le Parti travailliste. Leurs efforts pour rester à tout prix dans ce parti les ont conduits à élaborer un ensemble de positions acceptables par la gauche travailliste. C'est seulement l'année dernière que Militant a émergé comme organisation indépendante, en reconnaissant que, pour l'instant, le Parti travailliste de John Smith est un endroit hostile même pour des pseudo-marxistes. Mais rien de fondamental n'a changé dans sa politique. Depuis son refus d'appeler ouvertement au retrait des troupes britanniques d'Irlande du Nord jusqu'à sa position en faveur de « sanctions ouvrières » contre l'Argentine pendant la guerre des Malvinas-Falklands, Militant a capitulé ignominieusement devant l'impérialisme britannique. Comme les vieux « marxistes légaux » russes, il se couvre en utilisant un vernis de connaissances marxistes formelles.

La question de l'Etat est au cœur réformiste de la politique de Militant. Aux côtés d'une propagande à n'en plus finir chantant les louanges de Lénine, Militant publie des articles qui expliquent : « Une transformation socialiste pacifique de la société serait entièrement possible si [...] des mesures hardies étaient prises par un gouvernement travailliste » (Peter Taaffe, *The State...*) Cette position aurait incité Lénine à tremper sa plume

dans le vitriol qu'il utilisait pour fustiger le renégat Kautsky. Pour essayer de maintenir une couverture marxiste, Militant reconnaît que la réaction capitaliste chercherait à écraser un gouvernement ouvrier... et il recourt, non à l'arsenal du marxisme, mais à une position défendue par la Socialist League de Sir Stafford Cripps au début des années 1930 : la « loi cadre » [*Enabling Act*].

cruciale de réforme ou révolution soit saturée de mollesse en ce qui concerne la police. Et derrière les ineptes projets de « contrôle par les communautés » se cache quelque chose de beaucoup plus sinistre. Il n'y a qu'un pas entre voir dans les flics des travailleurs et demander aux travailleurs d'agir comme des auxiliaires de la police. Aux Etats-Unis (où, plus encore qu'en Grande-Bretagne, « la lutte contre le crime » est un mot de code pour le racisme pur et simple), *Labor Militant* (septembre-octobre 1993) propose ce qu'il appelle la « réponse ouvrière au crime » : « Des comités de sécurité publique des communautés ouvrières pour s'occuper du problème du crime ». Cette version « socialiste » des patrouilles anti-crimes ne peut qu'aboutir à se faire l'instrument des flics racistes.

En Irlande, Militant ne prend même pas la peine de parler de patrouilles anti-crimes - il se tourne directement vers l'Etat capitaliste. Joe Higgins, candidat de Militant à l'élection au Dáil [parlement de l'Eire] à Dublin West en novembre dernier, se présentait sur une plate-forme « sécuritaire » qui réjouirait Michael Howard et Peter Lilley [respectivement ministre et secrétaire d'Etat à l'Intérieur britanniques] : « Il faut obliger la Dublin Corporation and County [les autorités locales] à expulser de leur logement les gens connus pour être des trafiquants de drogue ou pour utiliser leur domicile pour des activités criminelles [...]. Davantage de policiers dans les rues, concentrés dans les endroits à problèmes bien connus, cela préviendrait le crime et les comportements antisociaux. »

De façon encore plus grotesque, les sympathisants sud-africains de Peter Taaffe écrivent dans *Congress Militant* (avril 1993) : « De ce fait, le marxisme est en faveur de la conscription universelle pour recevoir un entraînement militaire [...]. Un soldat ou un policier qui est un camarade doit travailler dur, de sorte que, quand il parlera à ses collègues, ceux-ci l'écouteront et il réalisera l'unité pour analyser le système tout entier. »

Cela a apparemment provoqué des objections dans les rangs mêmes de Militant. Etre en faveur de la conscription universelle dans l'armée de l'apartheid ? Un policier de l'Etat sud-africain qui est un « camarade » ? Qui doit « travailler dur » - c'est-à-dire matraquer plus brutalement ou tirer plus juste ? De meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail pour les tueurs de De Klerk ? Il n'y a vraiment aucune limite à l'opportunisme de cette tendance !

Militant et le SWP ne sont pas des forces révolutionnaires - ce sont des obstacles sur la voie du pouvoir ouvrier. Tout militant sérieux de ces groupes doit étudier soigneusement la politique de sa propre organisation, et celle de Lénine et Trotsky. La classe ouvrière internationale a besoin d'un parti bolchévique, pas d'un parti dirigé par ceux qui sont prêts à lécher les bottes de l'Etat capitaliste. ■

**ABONNEZ-VOUS !**

**LE BOLCHEVIK**

30 F pour 10 numéros (incluant Spartacist)  
Hors Europe : 40 F (avion 60 F) — Etranger : mandat poste international  
Algérie : 30 DA — Maroc : 20 DH — Tunisie : 3 000 m — Canada : 12 \$

Nom \_\_\_\_\_ Tél \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

# Femmes et Révolution

Publié en collaboration avec *Women and Revolution (USA)*



## De Berlin-Est à Tachkent

# La contre-révolution capitaliste s'abat sur les femmes

*Nous publions ci-dessous la deuxième partie, consacrée à la question femmes en Union soviétique, d'un article paru dans le n°42 (printemps-été 1993) de Women and Revolution, organe de la commission du comité central de la Spartacist League/US pour le travail auprès des femmes. La première partie de cet article, consacrée à la détérioration de la condition des femmes dans l'Europe de l'Est en proie à la contre-révolution capitaliste, a été publiée dans le Bolchévik n°126 (janvier-février).*

### Deuxième partie

La Révolution bolchévique de 1917 – la plus grande victoire du prolétariat dans l'histoire mondiale – avait inscrit sur son drapeau l'émancipation des femmes. Sous les premiers gouvernements soviétiques de Lénine et de Trotsky, le divorce avait été rendu gratuit et facile à obtenir ; les discriminations contre les enfants nés hors mariage avaient été éliminées ; des crèches municipales gratuites avaient été créées ; le salaire égal pour un travail égal avait été décrété ; l'avortement devint légal, gratuit et accessible sur simple demande ; et des milliers d'écoles furent ouvertes pour les femmes pour la première fois, sur la base du traitement préférentiel. En Asie centrale et en Azerbaïdjan, des efforts héroïques – qui coûtèrent la vie à de nombreuses militantes communistes – furent accomplis pour libérer les femmes de l'esclavage de la société islamique traditionnelle.

### Les femmes en URSS de Staline à Brejnev

Au milieu des années 1920, l'usurpation du pouvoir par une bureaucratie parasitaire sous l'égide de Staline – une contre-révolution politique qui reflétait en dernier ressort les pressions du capitalisme mondial sur l'Etat ouvrier soviétique isolé – conduisit rapidement à un pas en arrière décisif pour les femmes. Une offensive tous azimuts était désormais menée pour reconstituer la structure familiale basée sur la subordination des femmes. En 1934, la section femmes du parti fut abolie et toutes les organisations de masse de femmes furent dissoutes (sauf, et c'est significatif, dans les républiques d'Asie centrale). Immédiatement après, vinrent l'interdiction de l'avortement et la quasi-impossibilité d'obtenir un divorce, le tout accompagnées d'une propagande offensive sanctifiant « la famille socialiste ». Comme Trotsky l'écrivait à cette époque dans *la Révolution trahie*, « la législation du mariage instituée par la révolution d'Octobre, et qui fut en son temps un objet de légitime fierté pour la révolution, est transformée et défigurée par de larges emprunts au trésor législatif des pays bourgeois ».

Néanmoins, Trotsky argumentait que de tels emprunts ne faisaient pas de l'Union soviétique un Etat bourgeois. Pendant les années 1930 et au cours des années suivantes, il était d'usage pour les

libéraux et les sociaux-démocrates de tirer un trait d'égalité entre la Russie de Staline et l'Allemagne de Hitler sous la rubrique générale d'Etats policiers totalitaires – en ignorant ainsi leurs bases sociales très différentes. Néanmoins, la condition des femmes dans ces deux sociétés était, fondamentalement et à l'évidence, différente.



Asie centrale, fin des années 1920 — Un tribunal soviétique entend le témoignage d'une jeune femme, voilée de la tête aux pieds, battue par son mari.

Le régime nazi avait imposé de force aux femmes allemandes une vie de « *Kinder, Küche, Kirche* » [enfants, cuisine, Eglise]. Même dans la situation désespérée de la Deuxième Guerre mondiale, les femmes allemandes n'ont pas été employées dans les usines, en partie de peur que la maternité aryenne ne soit « contaminée » par des contacts avec des ouvriers étrangers soumis au travail forcé, principalement des Slaves. Un des spécialistes les plus éminents de l'histoire économique de la guerre écrit à ce sujet : « *L'Allemagne a été l'exception qui confirme la règle selon laquelle la guerre provoque une grande augmentation de l'emploi des femmes [...]. En dépit d'une demande insatiable de main-d'œuvre en Allemagne, les idées sociales du Parti national-socialiste ont empêché toute mobilisation plus complète des femmes. Etant donné que la race et le sang jouaient un rôle central dans la création de la nouvelle société, la procréation était vitale* » (Alan S. Milward, *War, Economy and Society 1939-1945* [1979]).

La condition des femmes soviétiques était diamétralement opposée à celle de leurs sœurs allemandes. Le premier plan quinquennal, qui a fait du pays essentiellement paysan qu'était l'URSS une puissance industrielle, a massivement mobilisé les femmes, et il n'aurait pu réussir sans elles. Entre 1928 et 1940, le nombre d'ouvrières fit plus que quadrupler, passant de moins de 3 millions à plus de 13 millions. Cette tendance s'accéléra pendant la guerre, quand les femmes remplacèrent les hommes envoyés au front. En 1942, un tiers de tous les tourneurs, 40 %

des dockers et presque la moitié des conducteurs de tracteurs dans les fermes collectives étaient des femmes.

De plus, les femmes soviétiques ont participé aux combats, comme partie intégrante de la mobilisation de masse de la population tout entière contre l'invasion du pays par les nazis pendant la Deuxième Guerre mondiale. Des avia-

Les successeurs et héritiers de Staline au Kremlin craignaient une révolte populaire comme celle qui avait secoué l'Allemagne de l'Est en 1953. Un de leurs premiers actes fut d'annoncer un « cours nouveau » caractérisé par une forte augmentation de la quantité de biens de consommation disponible. Mais une hausse soutenue du niveau de vie des masses soviétiques nécessitait une augmentation de la productivité économique et une utilisation plus efficace de la main-d'œuvre.

Les femmes représentaient le plus important gisement de main-d'œuvre qualifiée, les générations d'hommes les plus productives ayant été décimées dans la guerre avec l'Allemagne nazie. En 1955, la mixité de l'éducation fut non seulement rétablie, mais un effort important fut engagé pour former les femmes comme ouvrières qualifiées, techniciennes et autres emplois qualifiés. Afin d'encourager les femmes à consacrer le temps et l'énergie nécessaires à acquérir ces nouvelles qualifications, l'importance de la maternité fut relativisée.

C'est ainsi qu'en 1955 l'avortement redevint légal. La raison officielle était la volonté d'éliminer les avortements clandestins et dangereux, pas la reconnaissance du droit des femmes à décider ou non d'avoir un enfant. Le recours largement répandu à l'avortement clandestin avait représenté une forme de résistance de la part des femmes soviétiques au totalitarisme stalinien ; il contraignit finalement la bureaucratie à abandonner une politique particulièrement oppressive.

Le nouveau régime du Kremlin, qui se consolida autour de Nikita Khrouchtchev au milieu des années 1950, cherchait à acquérir un soutien populaire et une autorité morale en prétendant que dorénavant le gouvernement soviétique et le parti au pouvoir se conformeraient aux principes socialistes qu'ils professaient, y compris l'égalité des sexes. On s'efforça de démontrer que les femmes soviétiques étaient les égales des hommes dans tous les domaines. En 1963, la cosmonaute Valentina Terechkova devenait mondialement célèbre pour son premier vol dans l'espace, à un moment où les astronautes américains s'appelaient tous Scott, Neil ou Gus. La période Khrouchtchev remit également à l'honneur les campagnes antireligieuses ; dans les régions traditionnellement musulmanes de l'Asie centrale soviétique, elles étaient directement liées à la lutte difficile qui se poursuivait en faveur de la liberté des femmes.

Les promesses de la période Khrouchtchev – en 1961 l'impulsif dirigeant du Kremlin déclarait que l'Union soviétique réaliserait le « communisme intégral » en 20 ans – avaient produit des attentes et des exigences que la bureaucratie soviétique ne pouvait satisfaire. En 1964, Khrouchtchev était déposé par Léonid Brejnev, plus conservateur, dont la conception de l'ordre social reposait sur l'apathie politique des masses.

trices soviétiques, les premières femmes dans l'histoire à piloter des avions au combat, étaient organisées en trois régiments de combat intégralement féminins. Elles étaient surnommées les « sorcières de la nuit » par les soldats nazis qui redoutaient leurs sorties nocturnes.

Avec la victoire remportée par l'Armée rouge sur la Wehrmacht nazie, Staline chercha à restaurer un ordre plus patriarcal. Un taux de natalité élevé fut considéré comme une priorité pour compenser la terrible saignée de population provoquée par la guerre. En 1944, la mixité de l'éducation fut supprimée et remplacée par des écoles ségréguées par sexe. Cette mesure n'était pas seulement socialement réactionnaire, mais elle retarda aussi le développement économique de l'Union soviétique, précisément parce que cette couche de jeunes femmes reçut une éducation inférieure à celle des hommes de la même génération.

La condition des femmes dans la Russie de Staline exprimait clairement sa nature contradictoire d'Etat ouvrier bureaucratiquement dégénéré. Des lois réactionnaires ayant pour but de renforcer le rôle des femmes comme ménagères et génitrices coexistaient avec le taux le plus fort de la planète de femmes participant au monde du travail. La glorification de la « famille socialiste » coexistait avec des déclarations basées sur les principes de Marx et Lénine, en faveur de l'égalité des sexes. Ces contradictions permettront aux femmes soviétiques d'obtenir des acquis significatifs avec le changement de situation politique qui suivit la mort de Staline en 1953.

Sous Brejnev, corruption, népotisme et égoïsme étaient devenus de manière flagrante des traits de l'élite bureaucratique (la *nomenklatura*). Personne ne prenait ses déclarations idéologiques au sérieux. L'idéalisme socialiste qui avait animé les ouvriers et les intellectuels soviétiques dans les années 1950 et au début des années 1960 - la période de « déstalinisation », des Spoutniks et de la Révolution cubaine - céda la place dans toutes les couches sociales à un cynisme généralisé.

Bien que la bureaucratie brejnévienne continuât à se réclamer formellement du « marxisme-léninisme », son idéologie réelle pourrait être appelée le « superpuissancisme » - la croyance en un Etat fort centré sur la Russie, capable de négocier les contours de la politique mondiale sur un pied d'égalité avec l'impérialisme américain. La propagande officielle sur la question nationale à l'intérieur de l'URSS présentait invariablement les Russes comme les « frères aînés » (*starchié bratia*) des autres peuples soviétiques. Pour contrecarrer l'influence des « dissidents » proimpérialistes comme Andreï Sakharov, le régime de Brejnev tolérait sélectivement, et même favorisait, des idéologues nationalistes réactionnaires russes, y compris des anticommunistes déclarés comme l'« écrivain de village » Valentin Raspoutine qui chantait les louanges de la société traditionnelle patriarcale des Russes du Moyen Age.

A partir du milieu des années 1960, un fossé grandissant s'est creusé entre les déclarations rituelles en faveur de l'égalité entre les sexes et des attitudes de plus en plus machistes dans la société soviétique, du haut en bas de l'échelle. Alors qu'environ 30 % des sièges dans les soviets, réduits au rôle de simples chambres d'enregistrement, étaient automatiquement alloués à des femmes, aucune femme n'exerçait de réel pouvoir politique. Aucune femme n'a siégé au bureau politique - la plus haute instance gouvernementale - pendant les 18 ans du règne de Brejnev. Ce manque d'autorité des femmes au sommet de la société soviétique était reflété à sa base, dans la vie familiale de tous les jours. Etre battue par un mari ivre était monnaie courante. L'ivrognerie était la raison de la rupture de leur mariage la plus fréquemment citée donnée par les femmes russes divorcées.

Si certaines femmes russes subissaient des violences physiques, presque toutes étaient opprimées par la division inégale du travail dans un couple typique. Si les femmes mariées d'Allemagne de l'Est accomplissaient les trois-quarts des travaux ménagers après avoir travaillé toute la journée dans une usine ou dans un bureau, leurs sœurs russes en accomplissaient presque 100 % dans des conditions économiques beaucoup plus primitives. Par exemple les laveries publiques efficaces étaient peu nombreuses et très éloignées l'une de l'autre. Le fait que la bureaucratie n'ait pas investi dans un réseau de distribution efficace, combiné avec les prix arbitraires des biens de consommation, signifiait que ceux qui faisaient les courses (principalement les femmes) devaient passer des heures dans des files d'attente pour acheter les produits de première nécessité.

Le « double fardeau » supporté par les femmes soviétiques avait été reconnu et dénoncé à de multiples reprises dans les publications officielles, même dans la période pré-glasnost. « Des études sociologiques réalisées dans notre pays », écrivaient trois universitaires soviétiques en 1978, *rèvelent la persistance relative de ce vieux point de vue, patriarcal, sur la répartition des tâches dans la famille* » (*Women, Work and Family in the Soviet Union*, textes réunis par Gail Warshofsky Lapidus [1982]).

Mais de telles conceptions patriarcales n'étaient pas simplement une « persistance » de la période tsariste depuis longtemps révolue. Elles reflétaient le climat

socio-politique fétide du stalinisme soviétique dans sa décadence finale : l'identification du « socialisme » à un Etat fort centré sur la Russie, la « respectabilité » croissante du chauvinisme grand-russe, l'augmentation du niveau d'antisémitisme, l'hostilité généralisée et souvent hystérique envers l'homosexualité (qui pour les hommes était passible de poursuites pénales).

Les femmes russes ont cherché à réduire leur « double fardeau » par le seul moyen qu'elles avaient en l'absence de révolution politique : en ayant moins d'enfants. Dans les années 1970, les populations ukrainiennes et russes (avec de nombreux mariages mixtes) se renouveauient à peine, au grand désespoir de l'oligarchie du Kremlin. Les discussions sur la question femmes au sein de la bureaucratie et de l'intelligentsia officielle, dans la seconde partie de l'ère Brejnev et dans les premières années Gorbatchev, étaient dominées par le so-disant « problème démographique ». La conception que la participation d'une femme à la production sociale portait atteinte à ses tâches de mère deviendra un élément clef dans la perestroïka de Gorbatchev.

En réalité, il n'y avait pas de problème démographique du point de vue des besoins objectifs de l'Union soviétique et de son économie. La perception qu'un tel problème existait révélait seulement le préjugé chauvin grand-russe de la direction du Kremlin. Les régions rurales de l'Asie centrale turcophone - les régions les plus pauvres de l'URSS - souffraient de surpopulation.

L'agitation autour du « problème démographique » mettait en évidence le manque d'intégration entre les peuples turcophones et slaves d'Union soviétique. Cela fut démontré par les indices clefs, liés entre eux, que sont le taux de natalité et la participation des femmes à la production industrielle. A la fin des années

de milliers de jeunes Ouzbeks et Tadjiks, hommes et particulièrement femmes, à Leningrad, Kiev et Vladivostok aurait représenté un obstacle à la réémergence du traditionalisme islamique et aurait encouragé les mariages mixtes entre les divers peuples de l'URSS.

Cependant, une telle politique ne fut pas menée. Selon le recensement de 1989, il y avait seulement 250 000 membres des quatre plus grandes nationalités d'Asie centrale - Ouzbeks, Tadjiks, Turkmènes et Kirghizes - dans la vaste république de Russie, Sibérie comprise. L'incapacité à apporter une solution progressiste au problème combiné du manque de main-d'œuvre dans les républiques slaves et de la surpopulation dans l'Asie centrale rurale allait bientôt conduire à des conséquences réactionnaires, en particulier pour les femmes, dans toute l'Union soviétique.

### La perestroïka de Gorbatchev, prélude à la restauration capitaliste

Depuis le début du premier plan quinquennal, le développement économique soviétique a été basé sur une croissance extensive. On construisait de nouvelles usines et d'autres installations de production, la main-d'œuvre supplémentaire étant recrutée parmi l'excédent de population des campagnes de Russie et d'Ukraine. Avec la baisse du taux de natalité dans les républiques slaves au milieu des années 1970, l'économie soviétique souffrit d'une pénurie aiguë de main-d'œuvre, tandis que la croissance s'essouffait. Le régime Brejnev et ses économistes proclamèrent la nécessité de passer à une croissance intensive en rééquipant les entreprises existantes et en augmentant la productivité du travail.

Dans les années 1930, Trotsky avait prédit que la bureaucratie du Kremlin se retrouverait dans une impasse sur le front

pour la première fois de mémoire d'homme, devait être introduite dans l'économie soviétique. Il était prévu que la plupart des chômeurs seraient des femmes, dont on attendait qu'elles consacrent leur énergie à élever davantage d'enfants.

Gorbatchev était beaucoup mieux considéré par la gauche occidentale, y compris les féministes, que ses prédécesseurs du Kremlin. Cependant, sa brochure de 1987, *Perestroïka : Vues neuves sur notre pays et le monde*, anticipait la campagne de la droite américaine en faveur des « valeurs familiales ». Il considérait l'« affaiblissement des liens familiaux et un relâchement vis-à-vis des responsabilités familiales » comme « le résultat paradoxal de notre désir sincère, et politiquement justifié, de faire des femmes les égales des hommes sur tous les plans ». Ce stalinien hautement « libéral » appelait ensuite les femmes à « se consacrer également à leurs missions purement féminines ».

L'économiste américaine de gauche Judith Shapiro, ancienne partisane de notre tendance, a souligné le lien organique existant entre le programme orienté vers le marché pour une « main-d'œuvre industrielle dégraissée » et la version russe des « valeurs familiales ». Elle cite Tatiana Zaslavskaïa, une idéologue en vue de la perestroïka et conseillère de Gorbatchev : « Il semblerait que le haut niveau d'emploi des femmes dans la production sociale soit socialement injustifié. Cela a eu un effet négatif à la fois sur le taux de natalité et sur l'éducation des enfants [...]. La famille à enfant unique est devenue le modèle dominant, qui n'assure même pas le renouvellement de la population » (*Perestroïka and Soviet Women*, textes réunis par Mary Buckley [1992]).

Cette déclaration démontre une conception nationaliste russe implicite. Zaslavskaïa ne peut faire référence qu'à la population slave de l'URSS, étant donné que la population turcophone faisait plus que se renouveler. Si un conseiller du président américain exprimait ses inquiétudes sur le fait que la population blanche américaine ne se renouvelle pas, ou si un député du Bundestag se prononçait en faveur d'un taux de natalité plus élevé pour les Allemands, les militants de gauche de ces pays crieraient au racisme. Pourtant, Gorbatchev, Zaslavskaïa et la bande de la perestroïka ont été initialement portés au pinacle par la plupart des militants de la gauche occidentale, qui ont ensuite porté leur enthousiasme vers des forces plus réactionnaires encore, comme Eltsine et les différents nationalistes sécessionnistes antisoviétiques.

En dépit de la campagne de propagande à la gloire de la maternité et l'éducation des enfants, les femmes soviétiques ne marchèrent pas. Un sondage réalisé en 1989 indiquait que seulement 20 % des femmes soviétiques abandonneraient leur emploi même si elles pouvaient se le permettre. C'est d'autant plus significatif que la masse des femmes en URSS avaient les emplois les moins payés, dans les industries les plus dévoreuses de main-d'œuvre, les emplois les plus fatigants et les plus pénibles. Mais la logique de la « transition vers une économie de marché » proclamée était de renvoyer les femmes dans la famille, qu'elles le veulent ou non. Quand, le 1<sup>er</sup> janvier 1988, la planification centralisée a été abolie et remplacée par l'« autofinancement » des entreprises, les directeurs ont pillé les propriétés d'Etat qui leur avaient été confiées. Les fournitures industrielles furent détournées vers le marché noir, tandis qu'on ne pouvait trouver les produits de consommation que dans les magasins privés nouvellement légalisés, à des prix exorbitants.

Les directeurs d'entreprise ont également utilisé leur nouvelle liberté de jouer selon les règles du marché pour se débarrasser des ouvriers « excédentaires », presque toujours des femmes. En 1988, une lettre à la presse venant du centre

Suite page 8



Der Spiegel

En juin 1991, Eltsine prête serment, en tant que président, devant le patriarche orthodoxe russe de la contre-révolution.

1970, la famille à enfant unique était devenue la norme pour les Russes et les Ukrainiens urbanisés, alors que quatre enfants ou plus étaient chose commune chez les Ouzbeks et les Tadjiks, même pour ceux qui habitaient les villes. Les femmes représentaient un peu plus de la moitié des ouvriers de l'industrie dans la république de Russie et en Ukraine, contre 40 % dans les républiques d'Asie centrale (et beaucoup d'entre elles étaient slaves dans les villes les plus importantes, comme Tachkent et Samarkand).

Un véritable gouvernement socialiste en Union soviétique aurait encouragé une émigration massive des régions rurales de l'Asie centrale vers les régions de la Russie européenne, de l'Ukraine et de la Sibérie, confrontées à une pénurie de main-d'œuvre. Les conséquences sociales d'un tel programme auraient été plus importantes encore que ses avantages économiques. L'immersion de centaines

économique quand il deviendrait nécessaire de passer d'augmentations simplement quantitatives à une amélioration de la qualité, de passer d'une croissance extensive à une croissance intensive. Le Programme de transition, élaboré par la Quatrième Internationale en 1938, appelle à une « révision de l'économie planifiée du haut en bas, dans l'intérêt des producteurs et des consommateurs ».

Pourtant, le nouveau régime de Mikhaïl Gorbatchev, qui s'installa au Kremlin en 1985, chercha à restimuler l'économie soviétique au moyen de « réformes » orientées vers le marché, c'est-à-dire de l'importation sélective de normes capitalistes dans le système collectivisé. Les salaires devaient être ajustés à la rentabilité de l'entreprise, le droit serait donné aux directeurs de licencier les ouvriers « excédentaires », les entreprises qui ne faisaient pas de profit devaient être fermées et une dose de chômage,

## Femmes...

Suite de la page 7

textile d'Ivanovo - surnommé la « ville des femmes célibataires » - dénonçait le vrai visage de la perestroïka : « Il y a beaucoup de jeunes femmes avec des enfants en bas âge dans notre collectif. La plupart d'entre elles préféreraient travailler à mi-temps, mais cela n'arrange pas la direction [...]. La direction nous force simplement à démissionner. Le directeur a même dit : "Elles ont transformé l'endroit en pouponnière - Nous pouvons nous passer d'ouvrières comme ça" » (*Women and Society in Russia and the Soviet Union*, textes réunis par Linda Edmondson [1992]).

De peur de provoquer une explosion sociale, Gorbatchev n'est cependant pas allé jusqu'à imposer des licenciements en masse, fermer de grandes entreprises et supprimer tout contrôle des prix. Il fut dénoncé pour recourir à des « demi-mesures » par Boris Eltsine, un de ses anciens lieutenants qui, en 1989-90, apparut comme le dirigeant des forces ouvertement capitalistes-restauratrices. La prise de pouvoir par Eltsine en août 1991, à la suite d'un coup d'Etat avorté des conservateurs du Kremlin, a marqué l'arrivée aux commandes de la contre-révolution capitaliste en Russie et le démantèlement de l'URSS en régimes nationalistes mutuellement hostiles.

Depuis lors, la situation s'est considérablement aggravée. Le 1<sup>er</sup> janvier 1992, le régime d'Eltsine, afin de démontrer à ses parrains impérialistes son engagement en faveur du « libre marché », a quadruplé le prix de la plupart des produits de consommation et des services. Des pans entiers de la population - les retraités, les mères célibataires, les familles nombreuses, les invalides - ont été réduits à la misère. Le chaos économique provoqué par la perestroïka de Gorbatchev s'est approfondi sous Eltsine pour devenir un pillage généralisé et un effondrement de l'économie industrielle. Avec un rouble pratiquement sans valeur, les nouveaux brigands capitalistes de Russie exportent en fraude vers l'Occident depuis les métaux précieux jusqu'aux armes, et les bénéficiaires vont sur des comptes en banque suisses. La production industrielle, qui a diminué de 20 % l'année dernière, est aujourd'hui en chute libre.

Dans le centre textile d'Ivanovo, qui emploie principalement des femmes, la production a diminué de moitié, les entrepôts sont vides et il n'y a plus de coton en raison de la désorganisation des transports et de la guerre civile au Tadjikistan. Des milliers d'ouvriers, bien qu'ayant toujours officiellement un emploi, se trouvent en « vacances forcées » et tentent de survivre avec 20 % de leur revenu normal, avec une hyperinflation qui approche maintenant 50 % par mois !

Une situation aussi désespérée peut facilement provoquer une explosion sociale. Mais une révolte populaire contre l'appauvrissement du « libre marché » pourrait être exploitée et dirigée par des démagogues nationalistes réactionnaires appelant à un Etat russe fort qui ne serait pas soumis aux puissances occidentales. La classe ouvrière multinationale de Russie ne pourra stopper les ravages de la restauration capitaliste qu'en écrasant l'Etat bourgeois naissant d'Eltsine et en retournant aux principes du pouvoir politique prolétarien et à l'internationalisme de la révolution d'Octobre. Comme nous l'avons écrit dans « Comment l'Etat ouvrier soviétique a été étranglé » (*le Bolchévik* n° 122, janvier-février 1993), « c'est seulement dans le cadre de la lutte pour reforgier un authentique parti mondial de la révolution socialiste que les travailleurs de l'ex-Union soviétique pourront former la direction dont ils ont besoin pour balayer les horreurs sans nom auxquelles ils sont aujourd'hui confrontés ».

Dans les républiques non russes de l'ex-URSS, les conséquences économiques

dévastatrices de la contre-révolution pour les femmes sont renforcées par le programme patriarcal ouvertement affiché des partis nationalistes qui tiennent le devant de la scène. Il y a quelques années, des femmes partisans du Sajudis lituanien avaient déclaré à l'universitaire féministe britannique Mary Buckley que le rôle des hommes était de s'engager en politique et que le leur était de faire de « belles maisons » dans une Lituanie indépendante.

Après l'indépendance, en août 1991, les Lituaniennes durent rester à la maison, qu'elles le veuillent ou non. Mais leurs maisons étaient loin d'être belles. Elles étaient glacées par manque de fuel, et les placards étaient vides, car l'isolationnisme national cinglé du régime du Sajudis avait produit un effondrement économique total. Il y a quelques mois, les électeurs lituaniens ont chassé le Sajudis du pouvoir et l'ont remplacé par l'ex-Parti communiste devenu social-démocrate, qui a promis de restaurer des liens économiques étroits avec la Russie.

Un idéologue nationaliste ukrainien de premier plan a sermoné les femmes ukrainiennes parce qu'elles préféraient le rock à la musique folklorique. Tous les nationalistes anticommunistes d'Europe de l'Est sont anticosmopolites. La mission autoproclamée du Sajudis et du Roukh ukrainien est de purger les peuples lituanien et ukrainien de tous les éléments de leur culture commune soviétique récente, qui était devenue ouverte aux influences culturelles du monde entier. Les nationalistes ukrainiens d'extrême droite ainsi que les fascistes russes indigènes de Pamiat sont atterrés de voir que les jeunes de leurs pays apprécient et imitent la musique rock, parce que cela détruit le mythe de l'âme slave, seule à résister au chant des sirènes de l'« hédonisme » occidental. Cela rappelle le rejet haineux par Hitler du jazz américain, qualifié de « musique de nègre décadente ».

Il y a quelques années, les nationalistes-féministes ukrainiennes demandaient au Roukh de « rejeter les valeurs patriarcales du passé, de combattre pour une égalité véritable des femmes et des hommes dans la société, dans la préservation du foyer familial, dans l'éducation des enfants et dans les activités politiques et sociales » (cité dans *Perestroïka and Soviet Women*). C'est un peu comme appeler le Ku Klux Klan américain à rejeter le racisme et à respecter les droits civiques et l'égalité sociale des Noirs. Tous les nouveaux mouvements nationalistes d'Europe de l'Est sont ardemment patriarcaux. Tous pensent que le rôle des femmes est non seulement de maximiser la progéniture de l'Etat-nation sacré, mais également d'inculquer à leurs enfants les traditions nationales et religieuses ancestrales venues des temps féodaux et préféodaux.

### Progrès social et traditionalisme islamique en Asie centrale soviétique

Nulle part dans l'ex-Union soviétique la contre-révolution capitaliste n'est plus directement et immédiatement liée à l'abaissement des femmes qu'en Asie centrale. Car ici, la Révolution bolchévique, même dans sa dégénérescence stalinienne, avait libéré les femmes des formes d'oppression les plus hideuses, symbolisées par le *paranja*, un voile qui couvre le corps tout entier en laissant seulement une fente pour la vue et la respiration. Le *kalym*, ou prix de l'épousée, était une pratique presque universelle. Une femme était promise, souvent dès sa prime jeunesse, au mari qui acceptait de payer le prix demandé par le père. Si elle s'échappait, elle pouvait être poursuivie comme criminelle et punie par son mari et son clan. Une épouse fugitive pouvait être punie en ayant ses jambes cassées ou par d'autres tortures barbares. Pour une femme ne serait-ce que suspectée d'infidélité, le châtiment était de marquer ses parties génitales au fer rouge.

Au début des années 1920, le gouvernement soviétique lança une grande campagne pour l'émancipation des femmes d'Asie centrale et d'Azerbaïdjan de la terrible condition dictée par le traditionalisme islamique. La principale institution gouvernementale pour ce travail était le Jénoddel - le département du Parti communiste pour les femmes ouvrières et paysannes. Un demi-siècle après, une vétérane azérie du Jénoddel de Bakou raconte avec fierté : « Nous avons la conviction que nous apportons la lumière aux femmes. Nous étions des "soldats de la culture" combattant sur le front d'une vraie guerre. Nous étions des soldats qui devaient apporter la lumière dans les ténèbres. Nous libérons les femmes » (cité dans Mary Buckley, *Women and Ideology in the Soviet Union* [1989]).

Le terme « soldats de la culture » n'était pas une simple formule. Ces femmes militantes communistes risquaient une mort atroce. En fait, la découverte de nombreux corps dépecés d'organisatrices du Jénoddel a finalement obligé le gouvernement soviétique à réinstaurer la

européanisées. Elles ont attiré un grand nombre d'immigrants slaves et juifs aussi, et elles ont constitué des lieux de brassage des diverses nationalités de l'Asie centrale. Les femmes se promenaient dans la rue sans voile, beaucoup portaient des vêtements européens et participaient librement à la vie publique. Même Martha Brill Olcott, une universitaire américaine fermement anticommuniste, reconnaissait qu'« une femme née dans une implantation urbaine [en Asie centrale] peut espérer recevoir pratiquement la même éducation que ses homologues masculins [...]. Les femmes sont égales aux hommes devant la loi, et il y a au moins une présence féminine symbolique dans toutes les sphères de la vie publique » (*Soviet Central Asia: The Failed Transformation*, textes réunis par William Fierman [1991]).

Alors que 45 % de la population totale de l'Asie centrale soviétique vit dans les villes, la plupart des autochtones vivent dans les régions rurales. Il y a eu également des progrès en direction de l'émancipation des femmes dans les campagnes



Novosti



Ahmed Rashid

**A gauche, une ouvrière du textile, à Tachkent, capitale de l'Ouzbékistan alors soviétique. A droite, aujourd'hui dans les rues de Tachkent, des écolières portant le voile de l'oppression.**

peine de mort pour des meurtres explicitement « antiféministes », comme étant des crimes contre-révolutionnaires. Les guérilleros tribalistes et traditionalistes appelés *basmachi* (similaires aux moudjahidins afghans d'aujourd'hui) terrorisaient les femmes non voilées en Asie centrale, jusqu'au moment où ils furent écrasés par l'Armée rouge, au début des années 1930.

Bien que Staline ait dissout le Jénoddel en 1934, un travail spécifique continua à être effectué parmi les femmes musulmanes des républiques d'Asie centrale. Ce n'était pas parce que le « grand timonier » ressentait comme un devoir la libération des femmes de l'Orient. Cela reflétait plutôt les besoins vitaux de l'économie collectivisée de l'Union soviétique. Pour que les femmes turcophones travaillent dans les nouvelles usines textiles construites pendant le premier plan quinquennal, elles devaient ôter leur voile et acquérir une certaine indépendance par rapport à leurs maris.

Trotsky avait reconnu le lien étroit entre la construction économique et le progrès social dans les régions arriérées de l'URSS, même si tous les deux étaient déformés par le parasitisme bureaucratique stalinien : « Il est vrai que la bureaucratie continue à accomplir dans ces deux domaines un certain travail progressif, quoique au prix d'énormes frais généraux. Cela concerne avant tout les nationalités arriérées de l'URSS, qui doivent nécessairement passer par une période plus ou moins longue d'emprunts, d'imitations et d'assimilation. La bureaucratie leur construit un pont vers les bienfaits élémentaires de la culture bourgeoise et, partiellement, pré-bourgeoise » (*la Révolution trahie* [1937]).

En Asie centrale, la nature contradictoire de l'Etat ouvrier bureaucratiquement dégénéré soviétique a produit une dichotomie aiguë entre les villes et les campagnes. Les grandes villes, comme Tachkent en Ouzbékistan et Leninabad au Tadjikistan, sont devenues largement

- liées économiquement à la production de coton dans les fermes collectives. Dans la plupart des régions rurales, le voile était rarement vu. Mais les pratiques islamiques et les loyautés de clan restèrent présentes en arrière-plan dans la société de l'Asie centrale.

L'expérience de l'Asie centrale soviétique démontre l'importance absolument décisive de l'industrialisation, même dans un contexte rural, pour l'émancipation des femmes dans les sociétés patriarcales traditionnelles. L'ethnologue soviétique Sergueï Poliakov a conduit une étude sur deux villages dans le nord du Tadjikistan. Dans le premier, des centaines de femmes travaillaient dans une usine locale de tapis et dans des ateliers textiles artisanaux. Dans ce village, les femmes apparaissaient en public sans couvrir leur visage ou leur tête, et les adolescents, filles et garçons, se promenaient ensemble. Dans le second village, où les femmes travaillaient uniquement dans l'agriculture, elles couvraient leur visage et leur tête, ne parlaient pas aux hommes en public, ne sortaient pas sans escorte, et les filles ne pouvaient pas accéder aux activités périscolaires.

Cependant, le gouvernement soviétique n'avait pas les moyens de construire des usines dans chaque village tadjik ou ouzbek, même s'il l'avait voulu. L'émancipation des femmes musulmanes des régions rurales de l'Asie centrale était uniquement possible sur la base socio-économique de l'URSS dans son ensemble : par une émigration massive et le métissage des peuples soviétiques.

En Asie centrale soviétique, la période Brejnev vit une détérioration graduelle de la condition des femmes. Des pratiques profondément enracinées comme les mariages arrangés et le prix de l'épousée ne pouvaient être éradiquées uniquement par des moyens légaux et administratifs. Cela aurait nécessité la mobilisation politique active de toutes les forces progressistes de la société, mobilisation qui



était en recul depuis la période Khrouchtchev. Les adolescentes menacées par un mariage forcé doivent être en mesure de s'adresser à une puissante organisation de femmes soutenue par les autorités de l'Etat. Les hommes qui achetaient leurs femmes auraient dû sentir la pression sociale hostile de leurs pairs, par exemple en étant dénoncés dans un bulletin de l'usine ou de la ferme collective où ils travaillaient.

Mais le régime de Brejnev a découragé toute espèce de mobilisation politique, de peur de perturber l'ordre bureaucratique. La succursale d'Asie centrale de la bureaucratie, qui a établi les standards de corruption pour l'URSS, autorisa une résurgence du traditionalisme islamique au niveau du foyer, dans la mesure où cela ne mettait pas en cause ses sinécures politiques et son enrichissement illicite. Afin de se concilier les mollahs, elle détourna illégalement des fonds pour construire des mosquées et des « maisons de thé » faisant office de mosquées non officielles. William Fierman, un expert américain de guerre froide sur l'Asie centrale soviétique, écrivait : « En dépit de la poursuite de la propagande antireligieuse sous Brejnev, le régime tolérait également le respect généralisé de nombreuses pratiques populaires associées à l'islam. »

Certaines de ces pratiques, comme la circoncision masculine, l'enterrement dans un linceul plutôt que dans un cercueil ou le fait de ne pas manger de porc, reflètent simplement la diversité des cultures humaines. Mais d'autres pratiques associées à l'islam – comme les mariages forcés d'adolescentes – sont fondamentalement oppressives et ne doivent pas être tolérées. La loi soviétique interdisait le mariage de jeunes filles de moins de 16 ans. Néanmoins, dans beaucoup de cas, cette interdiction était détournée en tenant une cérémonie religieuse et en attendant la naissance du premier enfant, de préférence de sexe masculin, pour enregistrer le mariage auprès des autorités civiles.

Avec la bureaucratie stalinienne corrompue qui se désintéressait délibérément de leurs droits démocratiques légaux, les femmes musulmanes avaient recours au suicide – souvent par la méthode traditionnelle de l'immolation – afin d'éviter un mariage forcé ou d'échapper à un mari tyrannique. Dans l'esprit de la glasnost, le gouvernement ouzbek reconnut que presque 900 immolations avaient eu lieu entre 1987 et 1989. En 1987, *Komsomolskaïa Pravda*, le journal de l'organisation de jeunesse du PCUS, rapportait pourquoi de si nombreuses femmes d'Asie centrale étaient conduites à l'autodestruction : « Le père d'une jeune fille ne lui permettait pas d'aller à l'école, et elle ne pouvait pas le supporter. Les proches parents d'une seconde jeune fille, avec qui elle vivait, essayèrent de la forcer à se marier. Une troisième était battue par son mari, tourmentée par ses proches parents, et ne trouvait aucune issue [...] » (cité dans *Women Against Fundamentalism* n° 3, 1992). Des cas de pères tuant leurs filles désobéissantes étaient également cités.

En même temps, il faut noter que les hommes laïques d'Asie centrale, qui avaient rompu avec la tradition islamique, étaient généralement plus progressistes envers les femmes que l'homme russe typique. Il y a quelques années de cela, des femmes slaves qui avaient épousé des Ouzbeks ou des Tadjiks à Tachkent déclaraient au géographe américain Ronald Wixman que leurs maris, à la différence de nombreux Russes, n'étaient jamais saouls et ne molestaient jamais leurs femmes ou leurs enfants. Néanmoins, la minorité des hommes et des femmes laïques et cosmopolites d'Asie centrale étaient sur le point de subir les attaques de l'intégrisme islamique résurgent, encouragé par le régime « libéral » de Gorbatchev.

Lors d'une conférence des femmes de toute l'Union qui s'est tenue en 1987 à

Moscou, G.B. Bobosadikova, une secrétaire du comité central du PCUS du Tadjikistan, dénonçait « l'indifférence et le compromis avec les vestiges du passé » et appelait à intensifier « la propagande et l'éducation athées ». En plus d'une telle propagande et d'une telle éducation, des mesures fermes étaient clairement nécessaires pour restaurer parmi les patriarches musulmans le respect des lois soviétiques protégeant les droits démocratiques des femmes. C'est pourtant exactement le contraire qui se produisit. L'attitude du régime de Brejnev de vivre et laisser vivre laissa la place, sous Gorbatchev, à une conciliation active de la réaction religieuse – l'Eglise chrétienne orthodoxe dans les républiques slaves, l'islam en Asie centrale. L'intégrisme antisoviétique militant fut ainsi toléré par le gouvernement, ainsi qu'en partie alimenté par la mentalité colonialiste arrogante des immigrés russes les plus récents. (La génération la plus ancienne des Européens d'Asie centrale – dont beaucoup avaient été contraints à l'exil sous Staline – était généralement plus respectueuse envers leurs voisins turcophones et tadjiks et leurs concitoyens).

### La bataille pour l'Asie centrale

En 1990, à l'université de Samarkand, des individus qui se proclamaient « wahhabites » menacèrent de tuer toute étudiante vêtue à l'occidentale qui participerait à la manifestation du Premier Mai. La même année, pendant des émeutes antigouvernementales dans la capitale du Tadjikistan, des témoins rapportaient que des femmes vêtues à l'occidentale avaient été violées. Le Parti de la renaissance islamique (PRI), une organisation intégriste, émergea de la clandestinité pour menacer les régimes staliniens en Ouzbékistan et au Tadjikistan.

Avec l'éclatement de l'URSS, après août 1991, les cliques dirigeantes d'Asie centrale disposaient de positions suffisamment solides pour conserver le pouvoir politique. Elles répudièrent immédiatement le communisme et se prononcèrent en faveur d'un Etat « laïque » orienté vers l'Occident, sur le modèle de la Turquie. La Turquie d'Özal, membre de l'OTAN dont la langue est apparentée à celles de la plupart des nationalités d'Asie centrale, est devenue le principal intermédiaire pour l'intervention de l'impérialisme occidental dans la région. En même temps, le régime d'Ankara se livre à une lutte d'influence avec l'Arabie saoudite et l'Iran, qui soutiennent les oppositions intégristes.

Alors que les vieilles mafias staliniennes se sont cramponnées aux ministères gouvernementaux, l'intégrisme est en expansion à la base des Etats bourgeois naissants d'Asie centrale. A Tachkent – la ville la plus européanisée de la région – pour la première fois depuis des décennies, des écolières ouzbeks, qui avaient l'habitude de s'habiller à l'occidentale, portent maintenant le vêtement blanc qui les couvre de la tête aux pieds, comme symbole d'« humilité » islamique. Dans la vallée de Fergana, en Ouzbékistan – le centre de la production de coton en Asie centrale – des bandes intégristes appelées l'adolat font régner leur loi. Elles ont créé des tribunaux non officiels, où on coupe la main de ceux qui sont accusés de vol.

Dans le Tadjikistan voisin, le conflit entre les vieux bureaucrates staliniens et les intégristes a conduit à une guerre civile sanglante. Cette ancienne république soviétique est composée de deux régions distinctes, séparées par un massif montagneux. Le Tadjikistan du Nord était dominé par le centre industriel de Leninabad (rebaptisé depuis Khodjend). La classe ouvrière était constituée d'Ouzbeks ainsi que de Tadjiks, tandis qu'ingénieurs et techniciens d'Asie centrale travaillaient côte à côte avec leurs collègues slaves. Cette ville cosmopolite était la principale base locale du régime stalinien tadjik.

L'année dernière, même un partisan du Parti de la renaissance islamique reconnaissait que « le PRI est encore très faible. Notre peuple n'est pas encore développé pour la religion. L'idéologie du parti communiste a toujours été plus forte ici » (*Guardian* de Londres, 19 mai 1992).

Le Tadjikistan du Sud – où se trouve la capitale Douchanbé – est majoritairement rural et peuplé de Tadjiks, et le traditionalisme islamique et les loyautés de clan sont par conséquent bien plus forts. Contrairement à d'autres nationalités d'Asie centrale, les Tadjiks ne parlent pas une langue turque mais le farsi, la langue dominante en Iran. Par conséquent, le Parti de la renaissance islamique (bien qu'il soit sunnite et non chiite) a reçu le soutien du régime intégriste de Téhéran. Plus directement, les moudjahidins tadjiks afghans ont servi de troupes de choc intégristes dans cette ancienne république soviétique.

A l'automne 1991, le patron du parti au Tadjikistan pendant la période Brejnev, Rakhman Nabiev – qui fut le seul à l'époque à conserver l'étiquette communiste – a remporté une élection présidentielle, qui s'est déroulée librement, contre une « sainte alliance » entre le Parti de la renaissance islamique et une poignée de « démocrates » anticommunistes. Mais au printemps suivant, les intégristes fomentèrent des émeutes sanglantes à Douchanbé, et Nabiev capitula en offrant au PRI la part du lion des ministères dans un gouvernement de coalition. Les émeutes avaient été fomentées par des groupes amenés par cars et dirigés par des « milices » armées par les moudjahidins tadjiks qui avaient traversé la frontière avec l'Afghanistan.

A cette époque, la revue social-démocrate américaine *In These Times* (10 juin 1992) publiait un article écrit par le journaliste Vladimir Klimenko, basé à Moscou, qui proclamait de manière triomphale : « L'écroulement du monopole du parti communiste inaugure une nouvelle période d'espoir et d'incertitude pour les plus petites et les plus pauvres des ex-républiques de l'Union soviétique. » Ces infâmes sociaux-démocrates – qui sont tellement « politiquement corrects » quand il s'agit des féministes petites-bourgeoises américaines – saluent « une nouvelle période d'espoir » en Asie centrale sous la férule de leurs bons amis les moudjahidins afghans, qui fusillaient des institutrices pour avoir appris à lire à des petites filles. Cependant, l'anticommunisme triomphal de Klimenko/*In These Times* s'est révélé prématuré.

En septembre 1992, le PRI a contraint Nabiev à démissionner, et celui-ci s'est enfui dans sa base politique principale de Leninabad/Khodjend. Quelques mois plus tard, des forces militaires loyales à l'ancien régime stalinien, rebaptisé Front du peuple tadjik, ont repris Douchanbé. Un responsable du ministère des Affaires étrangères du nouveau gouvernement, qui arbore une affiche de Madonna sur le mur de son bureau, déclara au *Los Angeles Times* (2 février 1993) : « Nous voulons vivre dans une société éclairée, démocratique, pas comme en Iran. » Ce fut alors au tour des intégristes de s'enfuir vers leurs principales bases politiques, de l'autre côté de la frontière vers les régions tadjiks d'Afghanistan, qui s'est désintégré dans une guerre tribale généralisée.

La presse bourgeoise occidentale a d'une manière générale traité la guerre civile au Tadjikistan comme un conflit entre des clans rivaux, où les étiquettes « communiste » et « intégriste » n'auraient pas de signification réelle sur le terrain. Il ne fait aucun doute que la faction de Nabiev a rallié les membres de son clan contre le PRI basé dans le sud. Les anciens apparatchiks staliniens commandaient également un appareil militaire loyal construit pendant des décennies de « protection ». Mais il est incontestable que le petit prolétariat ethniquement mêlé et l'intelligentsia laïque du Tadjikis-

tan, concentrés à Leninabad/Khodjend, ont soutenu le Front du peuple contre les intégristes. Il est également incontestable qu'un gouvernement PRI/moudjahidins aurait réduit toutes les femmes du Tadjikistan à la condition d'abaissement et d'esclavage qui est celle des femmes en Afghanistan et en Iran.

Un récent article du *New York Times* (14 janvier 1993) sur les réfugiés tadjiks en Afghanistan révèle l'énorme progrès accompli par les femmes musulmanes – même les plus arriérées et celles qui sont le plus liées aux traditions – dans l'ex-Union soviétique : « Les femmes tadjiks portent des foulards, mais refusent le tchador, le tissu qui vous couvre de la tête aux pieds et qui est porté par les femmes dans les sociétés islamiques les plus conservatrices. Les femmes tadjiks n'hésitent pas non plus à contredire les hommes en public et sont vigoureuses dans l'expression de leurs points de vue. De nombreuses femmes, ici, avaient du travail au Tadjikistan, en contraste flagrant avec la condition des femmes dans des pays strictement musulmans, qui restent généralement à la maison. »

Les conséquences de plusieurs décennies de développement économique et de progrès social ouvertes par la révolution d'Octobre, bien que déformée par le stalinisme, étaient trop fortes dans l'Asie centrale soviétique pour permettre une victoire rapide et facile des intégristes islamistes à la suite de l'éclatement de l'URSS. Cependant, le sort de cette région est aujourd'hui, comme il l'a été depuis un siècle, directement lié à celui de son puissant voisin russe.

La consolidation d'un Etat bourgeois naissant en Russie, très vraisemblablement sous une forme nationaliste-bonapartiste, renforcerait énormément les forces de l'intégrisme islamique en Asie centrale. Cependant, si la classe ouvrière de Russie, sous la direction d'un parti authentiquement communiste, peut renverser les restaurateurs capitalistes, cela galvanisera toutes les forces sociales progressistes d'Asie centrale et fera revivre les objectifs libérateurs de la Révolution bolchévique.

### Pour la libération des femmes par la révolution socialiste !

La révolution d'Octobre a proclamé parmi ses objectifs fondamentaux la fin de l'oppression des femmes, la forme d'assujettissement la plus ancienne et la plus profondément ancrée dans la société humaine. La politique de l'Etat soviétique à ses débuts – dévasté par les conséquences de la Guerre civile et assiégé par des puissances capitalistes hostiles – était néanmoins un modèle d'émancipation sociale. Comme l'écrivait Trotsky, « la révolution a tenté héroïquement de détruire l'ancien "foyer familial" croupissant, institution archaïque, routinière, étouffante, dans laquelle la femme des classes laborieuses est vouée aux travaux forcés, de l'enfance jusqu'à la mort ».

Cependant, au nom de la « famille socialiste » et du « socialisme dans un seul pays », Staline et ses successeurs du Kremlin ont traîné dans la boue les buts libérateurs du communisme. Sept décennies de dégénérescence bureaucratique de l'Etat soviétique ont maintenant atteint leur point culminant avec la contre-révolution qui foule aux pieds les acquis sociaux et les droits démocratiques des femmes, de l'Europe centrale à l'Asie centrale.

Il faut forger un mouvement communiste, un mouvement conduit par la haine de l'exploitation et de l'oppression capitalistes et inspiré par le programme libérateur du bolchévisme révolutionnaire. L'émancipation des femmes est intrinsèquement liée à la lutte pour un ordre communiste mondial, qui surmontera toutes les formes d'inégalité nationale et raciale et garantira à tous les individus la liberté de maximiser leurs capacités, sur la base du contrôle collectif de l'humanité sur les forces de la nature. ■

## Actions ouvrières/immigrées contre la terreur raciste !

# Rouen : Une cité-ghetto en révolte contre un crime policier raciste

3 mars - Dans la nuit du 26 au 27 janvier, Ibrahim Sy, 18 ans, d'origine sénégalaise, tombait sous les balles d'un gendarme à Val-de-Reuil, dans la région de Rouen. La version officielle du drame reprenait le scénario désormais classique censé démontrer que les tueurs en képi avaient agi en état de « légitime défense » : Ibrahim et deux autres jeunes auraient été surpris par une patrouille alors qu'ils « roulaient » une voiture sur le parking d'un hôtel et auraient alors tenté d'écraser les gendarmes.

Les deux rescapés, Ali et Bader - qui décideront de se constituer prisonniers pour que leur témoignage sur la mort de leur ami soit entendu - décrivent, eux, une véritable *exécution raciste*. Ils expliquent qu'ils ont été surpris sur le parking par une voiture avec gyrophare, puis mis en joue par un gendarme. Ali raconte : « J'ai desserré le frein à main, j'ai passé la première. Je me suis dit que, si je passais doucement, le gendarme n'aurait plus qu'à se pousser, sans tirer. L'autre gars est sorti, avec une arme à la main [...]. Je roulais à 20 ou 30 km/h. Au moment où le gendarme s'est mis derrière sa voiture, où il n'était plus devant moi, j'ai accéléré [...]. A ce moment-là, ils ont tiré. Cinq, six ou sept coups, difficile de compter » (*Paris-Normandie*, 1<sup>er</sup> février). Assis à l'avant de la voiture, Ibrahim gémit : « J'ai mal, mon dos » et perd connaissance. Ses copains tenteront de le réanimer, en vain.

Le samedi 29 janvier, la famille et les amis d'Ibrahim Sy manifestèrent devant la mairie de Val-de-Reuil pour que « justice soit faite ». A leur retour, ils trouvèrent leur quartier des Sapins, situé sur les hauts de Rouen et où habitait la victime, mis en état de siège par plusieurs centaines de flics et de CRS. Cette nouvelle provocation déclencha une explosion de rage légitime d'une population brutalement opprimée, qui subit de plein fouet la crise de l'économie capitaliste (avec un taux de chômage tournant dans cette cité-ghetto sinistrée autour de 50 %) et qui vit quotidiennement depuis des années toute l'horreur de la ségrégation et de la terreur racistes. Chacun ici a en mémoire les tortures infligées, en février 1985, à plusieurs jeunes du quartier dans un commissariat (lire *le Bolchévick* n° 57, septembre 1985).

Pendant trois nuits consécutives, les jeunes en colère affrontèrent l'armada policière. Les affrontements ne cessèrent, dans la nuit du lundi au mardi, que suite au retrait de la flicaille. Et, le samedi suivant, 5 février, une manifestation ethniquement intégrée, exigeant « justice pour Ibrahim », a fait défiler quelque 2000 personnes dans les rues de Rouen quadrillée par les CRS venus en renfort de Paris et de Lille. Un déploiement policier rarement vu dans cette ville. Cette imposante manifestation reflétait la détermination d'une partie significative de la jeunesse et aussi de la classe ouvrière, multi-



5 février - 2000 manifestants défilent dans les rues de Rouen après la mort d'Ibrahim Sy, abattu par un gendarme.

ethniques, à se mobiliser contre la terreur raciste. Elle montrait aussi que la mort d'Ibrahim Sy et les violences policières avaient polarisé la ville et sa banlieue ouvrière/immigrée. De leur côté, les fascistes s'étaient eux aussi mobilisés, se rassemblant sur le bord de la manifestation pour provoquer les jeunes sous l'œil bienveillant des CRS, qui ne réagirent que pour protéger les fascistes contre les manifestants voulant disperser cette racaille.

Comme nos camarades l'expliquaient dans une déclaration datée du 1<sup>er</sup> février, « les jeunes ne doivent pas rester seuls et les contingents ouvriers de Renault-Cléon, d'Alstom ou de CKD doivent sortir des usines et aller défendre cette jeunesse. Mobilisations ouvrières/immigrées contre la terreur raciste ! Milices d'autodéfense basées sur les usines pour défendre les cités-ghettos ! Flics hors des cités-ghettos ! » Mais bien loin de mobiliser, en défense des jeunes et du quartier ouvrier/immigré assiégé, la puissance de la classe ouvrière de la région, les directions réformistes des syndicats, du PS et du PCF les ont laissés seuls face à la machine de répression de l'Etat bourgeois, choisissant même d'aider le pouvoir à étouffer leur légitime révolte.

Dès le début des affrontements, plusieurs « élus de gauche » se sont précipités aux Sapins. A son arrivée, le pont local du PS Michel Bérégovoy condamna le « recours [des jeunes] à la violence et ces atteintes à la propriété d'autrui » (*Paris-Normandie*, 31 janvier). Une banderole de la manifestation du 29 janvier répondait, par avance, à cet infâme défenseur « socialiste » de la sacro-sainte propriété qu'« une voiture ne vaut pas une vie ». Didier Chartier, conseiller municipal PCF, après avoir lui aussi « condamné la violence » et s'être exclamé à l'adresse des journalistes présents : « Heureusement que les forces de gauche sont là » (quel-

ques instants avant que les pierres recommencent à voler en tous sens !), avançait ses « propositions » : « Créer une commission extramunicipale, composée d'élus ou de personnes désignées, avec tous les acteurs de la prévention [sic], présidée par un adjoint » et « mettre en place l'ilotage qui est une conception sociale de la police » (*Ibid.*) Visiblement d'accord avec la conception socialo-répressive défendue par ce soi-disant « communiste » (et partagée d'ailleurs par les prétendus « trotskystes » de LO tristement connus pour être partisans de l'ilotage), le préfet de Rouen s'empressa d'ordonner l'extension aux « quartiers périphériques » du « dispositif d'ilotage qui a donné d'excellents résultats en centre ville » (*Paris-Normandie*, 1<sup>er</sup> février) ! Les habitants des Sapins, eux, savent bien qu'ilotiers ou pas, les flics sont avant tout leurs ennemis mortels. « Encore un qui est mort des balles des forces publiques, qui demain ? », interrogeait une banderole de la manifestation du 29 janvier à Val-de-Reuil.

Et le 5 février, à Rouen, le MRAP, SOS-Racisme, le PCF, le PS, la CGT et la FSU sont même allés jusqu'à refuser de rejoindre, fût-ce avec des délégations symboliques, le cortège pour Ibrahim Sy et ont décidé d'aller au même moment tenir à distance respectable leur propre « manifestation antiraciste ». Fort heureusement, cette scandaleuse manifestation - transformée en fait en contre-manifestation - devait faire long feu, n'attirant qu'une petite centaine de personnes.

Il est grand temps que les travailleurs et tous les opprimés mettent par leur mobilisation massive, organisée et déterminée un terme à la guerre raciste menée par le gouvernement Mitterrand-Balladur. Assurés de l'impunité, les flics et les juges multiplient encore et toujours les exactions racistes. Récemment, le 2 février, à Nice, la soi-disant « justice » condamnait

pour meurtre à 18 ans de prison un journaliste marocain nommé Omar Raddad. En l'absence de preuves, les magistrats de Nice (une ville que se disputent fascistes et « médecins » !) avaient aidé les jurés à forger leur « intime conviction » en manipulant le stéréotype raciste de l'« Arabe égorgé ». « Vous dites votre mari incapable de faire du mal à un moustique, rétorquait ainsi le président à l'épouse de l'accusé lors de sa déposition, mais il a bien égorgé un mouton au Maroc pour la fête de l'Aïd ! » (*Libération*, 5-6 février). Au vu des éléments fournis au procès, Omar Raddad aurait dû sortir libre du tribunal. Mais si l'opinion « libérale » a bien dénoncé l'iniquité des mécanismes de la cour d'assises (où, depuis Pétain, les jurés délibèrent sous l'influence directe du juge), elle a par contre délibérément escamoté le caractère raciste de ce procès - et de son verdict - et de la « justice » bourgeoise.

Dernièrement, encore, les 17 et 18 février, au Havre, une femme d'origine maghrébine a été rouée de coups par des policiers revenus l'agresser chez elle après une altercation. La victime de cette expédition punitive raciste a été ensuite arrêtée et gardée à vue 26 heures de suite sans boire ni manger. Et elle passera en jugement pour coups et violences sur policier...

Les crimes racistes de l'Etat bourgeois donnent le feu vert aux terroristes racistes « illégaux » que sont les fascistes. A Rouen, le chef local du Front national réclama qu'on laisse les mains libres aux flics pour « que la peur change de camp » et il s'est offert avec enthousiasme pour prêter main-forte aux terroristes « légaux », en uniforme. Et, à Ajaccio, des nervis racistes (se réclamant d'un « Front populaire corse » qui a aussi fait sauter la Mutualité sociale agricole et une villa) sont passés à l'acte en assassinant, le 5 février, Ali Haïda, un employé municipal abattu en pleine rue de trois balles de gros calibre.

Le mouvement ouvrier doit mettre au centre de son combat la lutte contre la terreur et la ségrégation racistes. Il doit se mobiliser aux côtés de la jeunesse révoltée des banlieues. Seule la classe ouvrière a et l'intérêt et la puissance sociale non seulement de stopper les terroristes racistes, en uniforme ou non, mais aussi de renverser ce système capitaliste d'exploitation et d'oppression. Comme le dit notre déclaration du 1<sup>er</sup> février, « dans ce pays capitaliste raciste, il n'y aura pas de justice pour Makome M'Bowole, Ali Meterfi, Farid Kaoudj, Ibrahim Sy et toutes les autres victimes de la terreur raciste. Ils seront vengés quand les flics tueurs seront jugés par ceux qu'ils prennent pour cible, quand le pouvoir de la classe capitaliste sera brisé par une révolution socialiste qui expropriera la bourgeoisie et mettra les travailleurs au pouvoir. Pour un gouvernement ouvrier ! »

### POUR CONTACTER LA LTF

**Paris**  
Le Bolchévick  
BP 135-10  
75463 Paris Cedex 10  
Tél : 42 08 01 49

**Rouen**  
Spartacist  
BP 240  
76003 Rouen Cedex  
Tél : 35 73 74 47

**Lyon**  
Spartacist  
BP 7104  
69353 Lyon Cedex 07

### Fascistes...

Suite de la page 3

les fascistes ! La Ligue trotskyste a été, à Rouen, en décembre 1981, à l'initiative d'une manifestation ouvrière de front unique qui a rassemblé 400 personnes pour stopper les fascistes. Dernièrement, le 16 janvier, nos camarades américains

de la Spartacist League ont, eux aussi, été à l'initiative d'une mobilisation ouvrière/noire contre le Ku Klux Klan à Springfield. Mobilisations ouvrières/immigrées contre la ségrégation et la terreur raciste/fasciste !

Jeunes, étudiants, enseignants, travailleurs mercredi 16 février, à 12 heures, tous devant la fac de Lettres pour balayer les fascistes !

## Bosnie...

Suite de la page 12

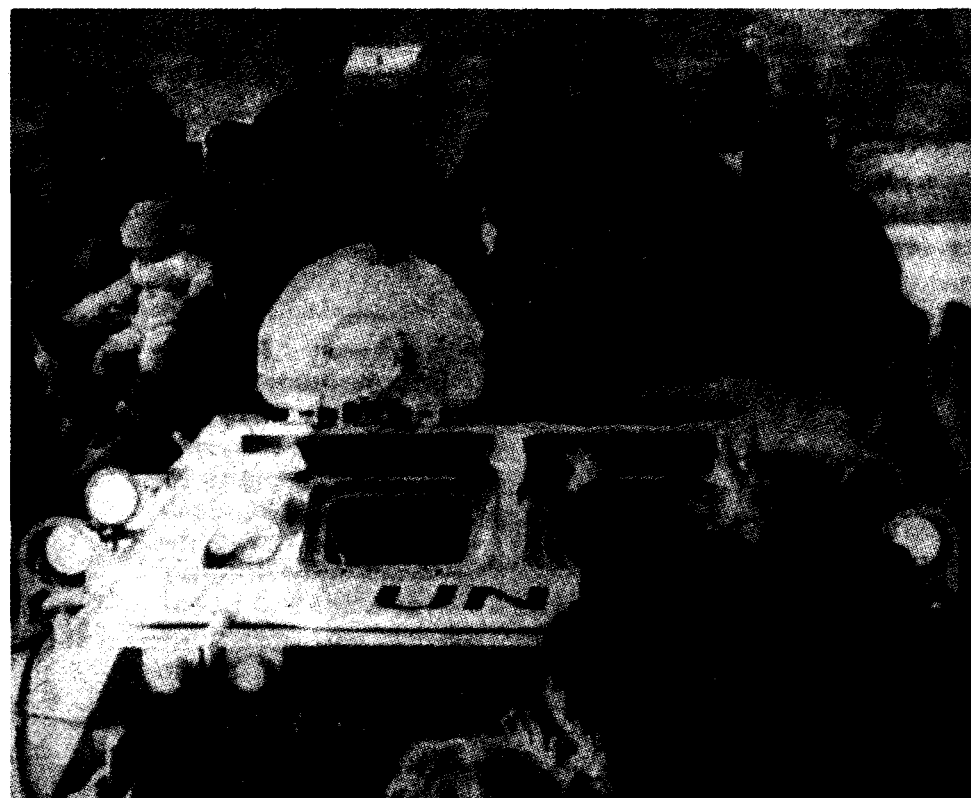
quelles se divisent les cercles dirigeants capitalistes russes sont unies dans leur opposition à une intervention militaire occidentale directe dans l'arrière-cour balkanique de la Russie. Vitali Tchourkine, un des collaborateurs d'Eltsine, affirma qu'un bombardement de l'OTAN signifierait « une guerre généralisée ». Tout en acceptant de mauvaise grâce le diktat de l'OTAN, Eltsine lui-même regretta que « certaines personnes tentent de résoudre la question bosniaque sans la participation de la Russie ».

Quelques jours avant le 21 février, date après laquelle des frappes aériennes seraient effectuées si les forces serbes n'avaient pas retiré leur artillerie des environs de Sarajevo, Tchourkine organisa donc une conférence de presse avec Radovan Karadzic, le dirigeant des Serbes de Bosnie, pour annoncer que la Russie allait envoyer 400 « casques bleus » pour contrôler le retrait serbe. Toute action militaire occidentale contre les Serbes serait désormais aussi une attaque contre les forces russes. La semaine dernière, quand les soldats russes ont fait leur entrée dans les faubourgs de Sarajevo tenus par les Serbes, ils ont été acclamés par des foules enthousiastes qui leur faisaient le salut à trois doigts des orthodoxes et leur offraient des bouteilles d'eau de vie, tandis que des manifestants serbes criaient : « Vive la Sainte Russie ! Vive Eltsine ! Vive Jirinovski ! »

Piquée au vif, la Maison Blanche bredouilla quelques mots pour exprimer sa « gratitude » de ce que l'accord russe ait écarté la nécessité de frappes aériennes, et elle se plaignit d'avoir appris la nouvelle par la chaîne de télévision CNN. Une tribune publiée dans le *Wall Street Journal* du 22 février notait de façon acerbe que les rapports entre la Russie et l'Occident au sujet de la Bosnie « ressemblaient davantage à une confrontation » qu'à de la « coopération ». De son côté, Kostikov, l'attaché de presse d'Eltsine, se félicitait de ce que la Russie ait « remporté une importante bataille pour son statut dans le monde ». Le ministre des Affaires étrangères Kozyrev déclara : « Dans l'avenir, notre politique étrangère continuera à défendre les intérêts vitaux de la Russie, même dans les cas où ils sont contraires aux intérêts de l'Occident. » Pour écarter toute ambiguïté, il ajouta : « La Russie n'écouterait pas les leçons et les sermons de l'Occident » (*Economist*, 26 février). La réunion qui s'est tenue par la suite dans les environs de Bonn a permis de mesurer les divergences entre la Russie et l'OTAN et entre les impérialistes occidentaux.

Malgré l'apparence de consensus impé-

rialiste actuellement maintenue, l'ex-Yougoslavie ravagée par la guerre est un chaudron où bouillonnent intrigues et conflits interimpérialistes. Libéraux et réformistes ont applaudi la destruction contre-révolutionnaire de l'URSS et la fin de la Guerre froide comme ouvrant une nouvelle perspective pour la paix internationale. En fait, la disparition de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique, en tant que contrepoids militaire aux puissances impérialistes, a fait du monde un endroit bien plus dangereux en augmentant fortement la menace de guerres commerciales et de conflits armés entre les principaux impérialistes et leurs alliés régionaux. L'affrontement d'intérêts nationalistes et impérialistes conflictuels dans les Balkans en est un exemple parfait.



Sarajevo - Les soldats russes sont acclamés par les Serbes de Bosnie, qui font le salut à trois doigts des orthodoxes.

Alors que Clinton veut apparaître comme celui qui « ramènera la paix », le journaliste yougoslave Micha Glenny trouve « beaucoup d'éléments à l'appui [de l'opinion d'] un des plus hauts gradés de l'armée bosniaque », qui déclare : « Nous n'avons aucune illusion sur les intentions américaines dans cette région. Les Etats-Unis souhaitent établir une présence militaire dans les Balkans. » A la mi-février, les Etats-Unis ont décidé de reconnaître l'ex-république yougoslave de Macédoine, où 300 militaires américains sont déjà déployés sous les auspices de l'ONU. La Grèce, en proie à une violente poussée nationaliste au sujet de l'indépendance de la Macédoine, a instauré un embargo redoutablement efficace contre ce pays enclavé, lui supprimant l'accès au port de

Salonique, par où transitent la plus grande partie de ses importations et les deux tiers de ses approvisionnements pétroliers.

Au même moment, le ministre russe des Affaires étrangères faisait escale en Grèce pour des entretiens (et y rencontra son homologue allemand) avant une tournée à Prague, Budapest et Varsovie pour conseiller aux anciens Etats clients d'Europe de l'Est d'approuver l'intervention russe en Bosnie. John Major, le premier ministre d'une Grande-Bretagne qui était un protecteur impérialiste traditionnel de la Yougoslavie de l'avant-Tito, annonçait qu'il avait eu connaissance des plans d'intervention d'Eltsine - et qu'il les avait même encouragés -, mais qu'il n'avait plus « confiance » dans ses

mariage sous la contrainte entre les Croates et les Musulmans de Bosnie, célébré chez le régime fascisant de Tadjman à Zagreb, est une provocation envers la Serbie et un coup de main donné à l'Allemagne qui, il y a trois ans, a manigancé la dislocation sanglante de la Yougoslavie en encourageant l'« indépendance » de ses Etats clients croate et slovène.

Les Serbes ont gardé le souvenir des atrocités perpétrées pendant la Deuxième Guerre mondiale par les nationalistes croates et bosniaques qui combattaient sous la croix gammée du III<sup>e</sup> Reich. Même le *New York Times* (22 février) avouait qu'« il semble qu'il n'y ait guère de raison pour que les Serbes acceptent un tel accord ». De fait, il y a toutes les raisons d'y voir une incitation à fomenter une nouvelle flambée de carnage fratricide.

Aujourd'hui « le martyr de Sarajevo » est devenu le cri de guerre de ceux qui réclament une intervention impérialiste « humanitaire » aux côtés du régime bosniaque musulman - lequel, là où il en a les moyens militaires, s'est livré à la « purification ethnique » avec une férocité égale à celle de ses opposants croates et serbes. Ce qui ravage les peuples yougoslaves aujourd'hui est la construction d'Etats-nations capitalistes de la façon dont cela s'est pratiqué pendant des siècles : par la guerre et les transferts forcés de populations. Les guerres fratricides qui ont déchiré la Yougoslavie sont partie intégrante de la contre-révolution capitaliste. Dans l'Etat ouvrier déformé de Tito, la ville multiethnique qu'était Sarajevo symbolisait la possibilité de relations harmonieuses entre Slaves du Sud. Les droits nationaux et démocratiques de tous les peuples de cette région noyée dans le sang ne peuvent pas être assurés par le capitalisme. Sous le capitalisme, la Yougoslavie ne peut être qu'un chaudron de haines intercommunautaires, comme elle l'a été entre les deux guerres mondiales. Ce qu'il faut, c'est une révolution ouvrière dans toute la région, qui créera une authentique fédération socialiste des Balkans.

Les machinations sanglantes des Milosevic, Tadjman et autres Izetbegovic sont bien pâles à côté des horreurs que l'impérialisme commet contre les peuples de la planète. Les Balkans ont déjà une fois dans l'Histoire servi de détonateur à un carnage interimpérialiste, quand les guerres balkaniques de 1912-13 ont été le prologue de l'embrassement de la Première Guerre mondiale, en 1914. Aujourd'hui, les détonateurs sont en train d'être remis en place pour une guerre mondiale impérialiste où cette fois tous les camps disposeront d'armes nucléaires. Défense de la Serbie contre les attaques impérialistes ! Impérialistes hors des Balkans, immédiatement !

- Adapté de Workers Vanguard n° 595

## SMIC-jeunes...

Suite de la page 2

(Vert), Renouvin (royaliste)...

Comme l'écrit le très mitterrandiste *Libération* (17 janvier), « long temps, le 16 janvier 1994 brillera dans le bouquet des souvenirs du "peuple de gauche" [...]. Une fois de plus, le thème de l'école publique a rempli son rôle mobilisateur et fédérateur pour la gauche profonde. » Mais nombreux sont ceux qui, parmi les manifestants venus avec la ferme volonté de défendre l'école laïque, ont bien en mémoire la récente politique de la « gauche », et en particulier ses largesses à l'égard de l'école confessionnelle - depuis le « concordat Savary » de 1984 à l'accord Lang-Cloupet de 1992. Et sur tout le parcours, dirigeants du PS et du PCF ont eu à essayer de nombreux quolibets : « Rocard faux-cul », « Lang dehors », « Socialistes, social-traitres »... Le 16 janvier n'a été qu'une étape dans la reconstruction d'une coalition de type front populaire. La prochaine aura été les « Assises de la transformation sociale », les 5 et 6 février,

où Rocard convoquera tout, ou presque, ce que compte la « gauche » - avec en point de mire les présidentielles de l'année prochaine.

Bien loin de dénoncer ces manœuvres front-populistes, l'« extrême gauche » s'en est réjouie. « Ce 16 janvier figurera désormais parmi les dates symboliques de la gauche et du mouvement social », se délecte ainsi *Rouge* (n° 1573, 20 janvier), l'hebdomadaire de la LCR qui mène campagne pour une « vraie gauche ». Même enthousiasme chez les JCR-Gauche révolutionnaire qui, dans l'*Egalité* de février, saluent lyriquement « LA grande remobilisation du peuple de gauche, dont les effets se feront sentir encore long temps ». De son côté, LO, niant, contre toute évidence, que ce fût « une manifestation pro-PS » (*Lutte Ouvrière* n° 1333, 21 janvier), centra toute son intervention sur le 16 janvier autour du mot d'ordre « A bas la calotte ! » - le cri de guerre de la franc-maçonnerie, bourgeoise... Sous prétexte de s'adresser au niveau de conscience du manifestant laïque moyen, LO se retrouve à la traîne du front populaire. L'incapacité de cette organisation à être

une quelconque alternative révolutionnaire s'exprime tout particulièrement dans son abominable capitulation à la campagne raciste de la bourgeoisie qui, sous prétexte de « défense de la laïcité », exclut des lycées et collèges des jeunes filles d'origine maghrébine et turque portant le foulard islamique. La direction de LO a en effet apporté son soutien sans faille, et a même participé (à Villeneuve-la-Garenne), à ces expulsions !

En 1981, les LCR, LO et autres PCI/PT aidèrent à porter Mitterrand au pouvoir en appelant à voter pour lui. Ils expliquaient qu'il fallait faire l'« expérience » de Mitterrand. Mais l'« expérience » de ces coalitions de collaboration de classes, précisément parce qu'elles enchaînent le prolétariat à la bourgeoisie, ne peut que faire le lit de la pire réaction - depuis les fronts populaires qu'a connus la France, aussi bien dans les années 30 qu'à la « Libération » et dans les années 80, jusqu'à celui du Chili (l'Unidad popular) qui amena Pinochet au pouvoir. Le front populaire de Mitterrand n'a pas simplement ramené au pouvoir la droite parlementaire. Par sa politique antiou-

vière, anti-immigrée et antisoviétique, il a transformé le groupuscule qu'était le Front national en un parti fasciste qui se présente à la bourgeoisie comme une alternative à l'instabilité du régime parlementaire. C'est pourquoi, à l'encontre de ces capitulards, nous, trotskystes, avons lutté pour l'indépendance de classe et avons refusé, et avant même mai 81, d'apporter le moindre soutien politique (y compris électoral) au front populaire de Mitterrand.

### Construire le parti révolutionnaire !

Comme nous l'écrivions dans le dernier numéro du *Bolchévik* sur les luttes actuelles en Europe, « le mouvement ouvrier européen est placé devant la nécessité d'une révolution socialiste. Pour les ouvriers qui ont une conscience de classe, la question n'est pas juste "Y aura-t-il un autre Mai 68 ?", mais comment avoir un Mai 68 allant jusqu'au bout : jusqu'à la prise du pouvoir. La clé, c'est de construire des partis trotskystes forgés sur un programme de transition conduisant à la révolution ouvrière. »

## Défense de la Serbie contre l'agression impérialiste!

# Bosnie : poudrière de l'Europe

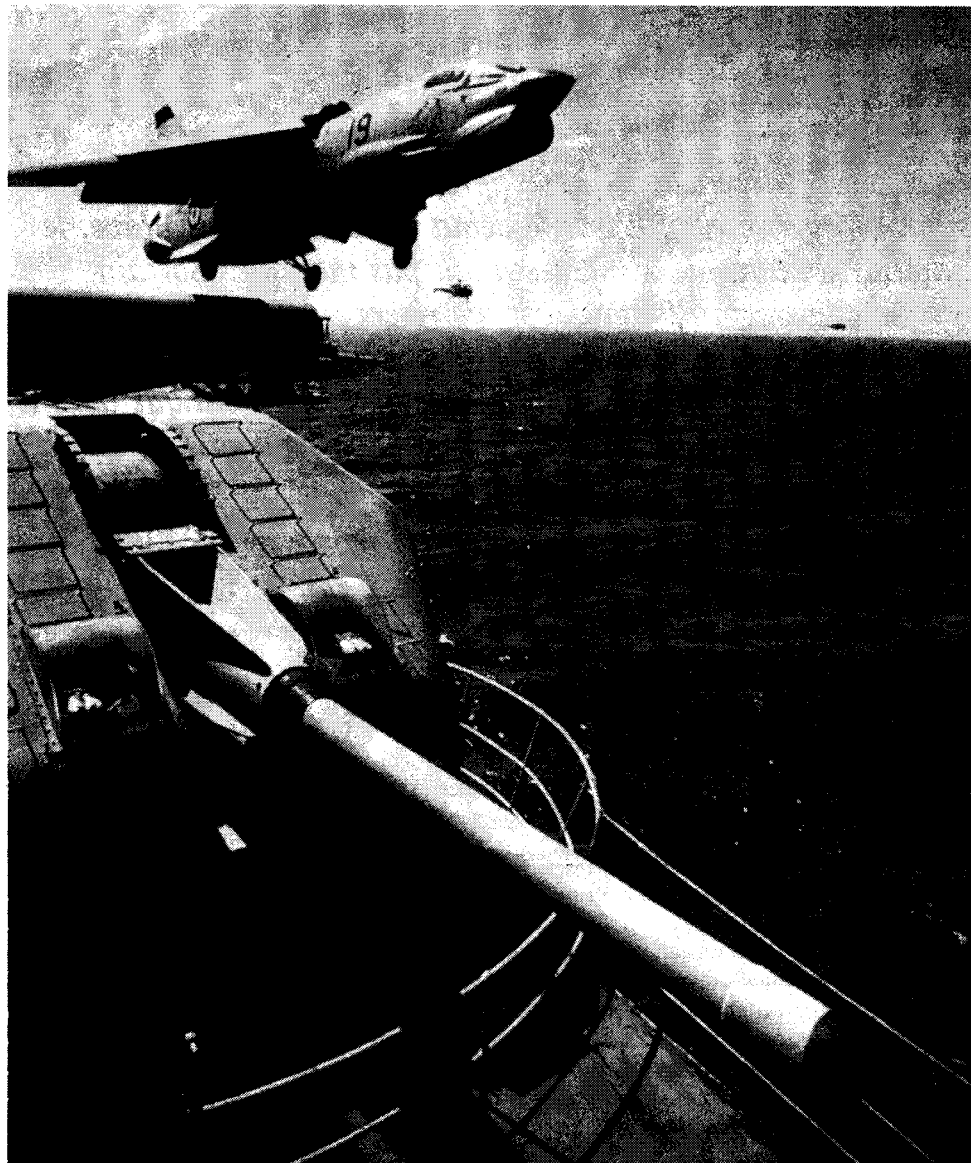
3 mars - Au matin du 28 février, des chasseurs américains sous commandement de l'OTAN ont abattu au-dessus de la Bosnie centrale quatre avions que les états-majors occidentaux affirment être des appareils des Serbes bosniaques. Juppé, le ministre des Affaires étrangères du gouvernement Mitterrand-Balladur, en a profité pour rappeler l'engagement belliciste de la France impérialiste dans la région : « *La communauté internationale doit montrer sa résolution* » (*L'Humanité*, 1<sup>er</sup> mars). L'alliance impérialiste vient de franchir une étape : après le blocus destiné à affamer Belgrade, imposé sous les auspices de l'ONU et sous couvert d'« intervention humanitaire », elle mène des actes de guerre contre la Serbie. Au moment où les médias occidentaux débordent de propagande en faveur de la « Bosnie martyre » et dénoncent la « purification ethnique » serbe - en ignorant soigneusement les mêmes méthodes génocides quand elles sont utilisées par les Croates et les Musulmans bosniaques dans la guerre civile à trois qui ensanglante l'ex-Yougoslavie -, les travailleurs qui ont une conscience de classe doivent, dans le monde entier, prendre la défense des Serbes contre les attaques perpétrées par les impérialistes, ennemis de l'humanité entière, dont les mains dégoulinent de sang. *Mitterrand, Clinton, Major - Bas les pattes devant les Balkans! A bas le blocus de famine de l'ONU! Retrait immédiat des troupes impérialistes!*

Le « nouvel ordre mondial » devient chaque jour beaucoup plus désordonné. La semaine dernière, en envoyant des soldats dans les environs de Sarajevo, Moscou a fait capoter le plan de Washington, qui voulait bombarder les positions serbes dans les montagnes environnantes pour ensuite « négocier ». Quoi qu'en dise Clinton, l'intervention effectuée le 28 février par l'aviation américaine visait à rendre à la Russie la monnaie de sa pièce après son intervention en Bosnie. Les impérialistes tentent d'arranger un accord qui rendra les guerres balkaniques encore plus sanglantes qu'elles le sont déjà. La dernière proposition en date consiste en un Etat croato-musulman « unitaire » en Bosnie, qui serait fédéré à une « Grande Croa-

tie » dominée par l'Allemagne.

Bien que le Département d'Etat américain affirme être l'instigateur de l'opération et avoir convoqué les parties en présence à Washington, ce plan a été élaboré lors d'une réunion organisée dans les environs de Bonn par les ministres des Affaires étrangères allemand et russe, Klaus Kinkel et Andreï Kozyrev. De son côté, le gouvernement français, par la voix de Juppé, a salué timidement ce plan de « premier pas », soulevant moult interrogations sur son application et insistant - penchant historique pour les Serbes oblige - qu'« on ne peut pas régler à deux un problème qui se pose à trois » (*le Monde*, 4 mars). Il a poursuivi en appelant à une réunion entre Américains, Russes et Européens pour éviter une « prolifération diplomatique » et « mettre de la cohésion dans les initiatives ». C'est-à-dire ne pas se retrouver exclu d'un partage d'influence impérialiste dans la région, alors qu'il n'a pas ménagé ses efforts diplomatiques et militaires (par exemple, les troupes de l'ONU sur le site de Sarajevo sont aux trois quarts françaises)... La France, impérialisme de seconde zone, a dû, au grand dam du PCF ou des chevronnés, mettre en sourdine ses prétentions de « grandeur » et n'a plus grand choix que de quémander - en échange de sa sanglante contribution - une place de « puissance mondiale » auprès (et à l'ombre) de ses concurrents américain et allemand.

Le magazine de Hambourg *Der Spiegel* (28 février) demande si l'Allemagne réunifiée ne va pas revenir dans les Balkans comme un « parrain pour la paix ». *Der Spiegel* affirme qu'il existe « des plans détaillés dans des tiroirs à Bonn » pour une « union économique » entre la Croatie et la Bosnie, plans qui incluraient la présence massive d'unités des services de santé et du génie de l'armée allemande, la Bundeswehr, de conseillers techniques et administratifs et même de policiers allemands. Le IV<sup>e</sup> Reich de l'impérialisme allemand veut obtenir par des moyens économiques et politiques ce que le III<sup>e</sup> Reich de Hitler n'a pas réussi à réaliser : un protectorat des Slaves du Sud, partie intégrante de sa domination néo-coloniale sur l'Europe de l'Est. « Si



Le porte-avions Foch dans l'Adriatique : une des bases de lancement des frappes aériennes impérialistes contre les Serbes.

tout se passe selon les désirs du chancelier Kohl et du président russe Eltsine, déclare l'article du *Spiegel*, un sommet devra sceller la paix - et simultanément le nouveau rôle de l'Allemagne en politique étrangère. » Et le magazine s'interroge fort à propos sur l'existence d'« un nouvel axe ».

Mais cette dernière proposition impérialiste en date revient à créer, sous la protection de l'Allemagne, une fédération de la Grande Croatie dans laquelle d'importantes enclaves serbes n'accepteront pas de leur plein gré d'être englobées dans un Etat dominé par les Croates. Le régime croate serait alors soutenu militairement et économiquement par l'impérialisme occidental, en premier lieu contre les minorités serbes. Ce plan constitue une incroyable provocation qui jettera la base pour des massacres et de massifs transferts forcés de populations. Ce fut précisément la perspective d'incorporation forcée de Serbes dans la Croatie qui précipita la dislocation contre-révolutionnaire de la Yougoslavie à la mi-1991 et qui conduisit les minorités serbes à consolider des enclaves tant en Croatie qu'en Bosnie. Ce projet ne sera jamais accepté pacifiquement. Si l'OTAN tentait d'imposer un tel plan par la force, ceci nécessiterait une intervention militaire impérialiste massive qui jetterait les bases pour des années d'affrontements intercommunautaires sanglants.

Il y a deux semaines de cela, Clinton

pensait être le maître absolu du jeu. Il s'était rallié à la proposition que lui avait faite avec particulièrement d'insistance le gouvernement français, à la suite du massacre du 5 février sur un marché de Sarajevo qui servit aux chefs impérialistes, après avoir versé quelques larmes de crocodile, de prétexte pour lancer un ultimatum aux Serbes sur la levée du siège de la capitale bosniaque. Ils déclencheraient les frappes aériennes autorisées par l'ONU afin de donner une sanglante leçon au président serbe Slobodan Milosevic et lui apprendre la docilité. Ils feraient ensuite pression sur les forces bosniaques dirigées par les Musulmans pour qu'elles acceptent le plan, depuis plusieurs mois sur la table, divisant la Bosnie entre trois entités (musulmane, croate et serbe). Clinton avait même ressorti le « War Powers Act » (loi sur les pouvoirs en temps de guerre) pour notifier officiellement au Congrès américain qu'il était prêt à ordonner une attaque, tandis que discours après discours il prenait l'engagement de « faire payer le prix fort » aux Serbes. « *La frénésie sanguinaire monte à Washington* », remarquait un diplomate de l'OTAN.

C'est alors qu'Eltsine passa à l'action de façon spectaculaire pour défendre les intérêts russes. Depuis le fasciste ultranationaliste Jirinovski jusqu'à la créature des banquiers occidentaux qu'est Egor Gaïdar, toutes les fractions entre les-

Suite page 11